

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 48/décembre 2011 - 3 numéros par an - www.andev.fr

SOMMAIRE

02 DOSSIER

- 02 La formation des professionnels de l'éducation dans les collectivités territoriales
- 02 Les enjeux du partenariat Éducation nationale/ville dans le cadre de la coéducation (formation commune à l'INSET d'Angers)
- 03 Les ambitions et la stimulante complexité de l'éducation
- 03 Qui sont les acteurs de l'éducation
- 11 Les rythmes scolaires : quel cadre aujourd'hui ?
- 11 Séminaire de Reims CNFPT délégation régionale Champagne-Ardenne/réseau Nord-Est de l'ANDEV
- 21 La formation des cadres de l'action éducative des communes
- 23 La formation d'élus

24 ACTUALITÉ ÉDUCATIVE

- 24 Un premier trimestre sous le signe de la crispation

29 L'INNOVATION ÉDUCATIVE LOCALE

- 27 Un lieu passerelle à Saint-Nazaire (44)

29 VIE DE L'ASSOCIATION

- 31 Agenda

32 LECTURES

édito



Anne-Sophie Benoit,
Présidente de l'Andev

Depuis sa fondation en 1992, l'ANDEV fournit des analyses, des repères méthodologiques, des outils pratiques. Elle propose aussi des modules de formation à ceux qui, dans les villes, sont chargés d'aider à concevoir et à gérer la mise en œuvre de politiques éducatives locales, à travers des interventions diverses au sein du CNFPT ou des INSET.

Nous espérons, d'ailleurs, dans ce cadre, la conclusion d'une convention avec le CNFPT l'année prochaine, qui concrétiserait le partenariat déjà existant avec l'ANDEV.

Ces formations s'élargissent aujourd'hui aux différents acteurs du territoire, élus mais aussi parents d'élèves, qui sollicitent l'ANDEV régulièrement sur des thématiques qui font l'actualité de l'éducation : aménagement des rythmes de vie de l'enfant, droit à l'éducation, place des parents et des familles dans les politiques éducatives, co-éducation, projets éducatifs locaux, etc.

C'est toute la richesse de ces formations, dispensées par des cadres volontaires et expérimentés de l'ANDEV, que La Communale a souhaité vous décrire dans ce 48^e numéro.

J'en profite pour les remercier de la qualité de leur travail et leur investissement.

A l'approche de la nouvelle année, qu'il me soit permis, avant de clore cet éditorial, de vous souhaiter d'ores et déjà de bonnes fêtes et une excellente année 2012.

La formation des professionnels de l'éducation dans les collectivités territoriales

Les enjeux du partenariat Éducation nationale/ville dans le cadre de la coéducation (formation commune à l'INSET d'Angers)

Depuis sa création en 1992, l'ANDEV, qui s'est toujours positionnée dans une dynamique de réflexion/action, œuvre pour la formation dans le domaine de l'éducation, à travers des interventions diverses au CNFPT, au sein des Instituts nationaux spécialisés d'études territoriales ou encore dans les réseaux d'élus ou de parents d'élèves, apportant ainsi son expertise professionnelle aux différents acteurs des territoires : les rythmes de vie de l'enfant, le droit à l'éducation, la place des parents et des familles dans les politiques éducatives, la coéducation, les projets éducatifs locaux, etc.

Soucieuse de favoriser toutes les conditions nécessaires à la réussite éducative et scolaire et à la construction de l'enfant, l'ANDEV a, en partenariat avec le CNFPT et l'École supérieure de l'Éducation nationale, dans le cadre des rencontres interprofessionnelles du réseau des écoles de service public, édifié une formation commune aux acteurs de l'éducation sur les enjeux du partenariat « Éducation nationale/ville » dans le cadre de la coéducation. En effet, c'est au sein des territoires, sources du droit et de l'histoire de notre pays, dans lesquels coexistent et travaillent conjointement les acteurs locaux de l'Éducation nationale et ceux des collectivités territoriales et des associations, que se situe ce qui reste exemplaire du service public d'enseignement pour le premier degré. Celle-ci s'est déroulée du 2 au 4 février dernier à l'INSET d'Angers et a rassemblé une dizaine d'inspecteurs de l'Éducation nationale du premier degré et une quinzaine de responsables ou directeurs de services scolaires de toute la France. Ils se sont prêtés au jeu de l'expérimentation en acceptant d'échanger pour la première fois sur leurs missions respectives, leurs attentes l'un vis à vis de l'autre et leurs problématiques souvent communes.

Les **objectifs** de cette formation étaient clairs :

- connaître les grandes missions de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales en direction des enfants et des jeunes ;

- définir les enjeux d'un projet éducatif partagé sur un territoire ;
- repérer les contraintes et les facteurs qui favorisent un travail en partenariat ;
- identifier les modes de coopération et les pistes de réflexion.

Frédéric JESU, pédopsychiatre, vice-président de DEI France et compagnon de route de l'ANDEV depuis quelques années, a apporté sa contribution à cette rencontre, en rappelant que co-éduquer, c'est ouvrir, apaiser et rendre créative la « table ronde » des acteurs directement concernés par l'éducation des générations montantes. Alain THIREL, directeur du PEG de Lille, a évoqué le projet éducatif de Lille, accompagné de Mme Maryse HUMBERT, IEN Lille Ouest, qui a illustré la coéducation à travers le PEG existant à Lille.

Rémi PRIEUR, directeur de l'enseignement à La Roche-sur-Yon, a questionné l'articulation des rythmes éducatifs.

La réussite de cette première dans l'organisation de formations communes aux inspecteurs de l'Éducation nationale et directeurs de l'éducation était un vrai pari sur l'avenir de la coéducation et suscite l'espoir aujourd'hui d'un partenariat équilibré et renforcé.

Alain BOCQUET, directeur de l'enseignement à Nanterre, qui a travaillé avec l'INSET d'Angers sur la constitution de cette formation, participait à ces trois journées composées de formateurs et d'intervenants, dont Dominique TERRIEN, IEN adjoint chargé du premier degré dans le Maine-et-Loire. Alain BOCQUET a rappelé que la collaboration entre l'Éducation nationale et les collectivités locales, au service des enfants et des jeunes est issue d'une longue histoire. L'école et la commune sont associées par ces innombrables liens qu'a tissés d'abord l'histoire riche et mouvementée avec la création de l'école communale par les communes au XIX^e siècle, la vie politique de notre pays, le quotidien et la symbolique républicaine. Gratuites et laïques, les écoles maternelles et élémentaires sont à la charge de la commune depuis les lois Ferry de 1881 et 1882. Le maire a pour première mission de faire respecter l'obligation de donner une instruction à l'enfant. Il doit ensuite assurer la bonne gestion et l'équipement des écoles de sa commune dans lesquelles

les enseignants et les élèves travaillent avec une somme de moyens mis à leur disposition (tableau noir, chaises, bureaux, etc.).

L'éducation dépasse largement le cadre scolaire pour inclure la part du péri et de l'extrascolaire, dans lesquels les collectivités locales se sont largement investies avec la mise en place de services de restauration scolaire et de garderies périscolaires, mais aussi d'ateliers qui viennent en complément de l'enseignement scolaire obligatoire, dont les études surveillées et les dispositifs d'accompagnement scolaire qui se sont multipliés depuis le début des années 1980. Alain BOCQUET a insisté sur le développement depuis de nombreuses années des politiques éducatives par les communes qui s'interrogent sur l'égalité des chances, l'accès pour tous au savoir, le service public d'éducation internationale, etc., et surtout sur la notion de partenariat qui doit caractériser les relations Éducation nationale/collectivités locales pour la réussite de tous.

Dominique TERRIEN a ensuite rappelé les grandes lignes du Code de l'éducation qui régit le système éducatif et les formes du partenariat entre l'Éducation nationale et les collectivités locales (cf. tableau joint).

À la suite des interventions de Dominique TERRIEN et Alain BOCQUET, les stagiaires se sont constitués en sous-groupes pour réfléchir sur les conditions d'un partenariat sur les territoires entre l'Éducation nationale et la ville.

Les freins et les leviers ont fait l'objet d'une semaine de travail, dont les éléments sont restitués page suivante, sous la forme d'un tableau.

Frédéric JESU est venu clore la première journée. *La Communale* vous livre le verbatim de son intervention.

Les ambitions et la stimulante complexité de l'éducation

La santé et l'éducation sont les deux principaux piliers de l'épanouissement des personnes, et en premier lieu des enfants, comme du développement des sociétés.

La santé ne se résume pas à l'absence de maladie ; elle résulte certes de caractéristiques individuelles, mais aussi et surtout d'un environnement favorable, bienveillant, attentif et cohérent, en particulier pour l'enfant. L'éducation combine quant à elle des fonctions tout d'abord de protection, puis de socialisation, de transmission et d'instruction, et, au total, d'émancipation.

C'est pourquoi tous les adultes concernés par la présence ou la proximité d'enfants devraient promouvoir et mettre en œuvre, au quotidien et en tous lieux, une éducation ambitieuse, respectueuse et guidée par trois objectifs :

- protéger, mais sans enfermer ;
- instruire par l'initiation au plaisir partagé de la découverte et de l'apprentissage, plutôt qu'aux seuls moyens de la contrainte et de la logique de compétition ;
- élever et non pas dresser les enfants, c'est-à-dire savoir se mettre à leur hauteur pour mieux accompagner leur croissance et l'exercice progressif de leur citoyenneté.

Réussir à la fois à protéger et à émanciper les enfants consiste, à tous les âges, à leur tenir la main en même temps que la leur lâcher. Cette contrainte paradoxale s'adresse en premier lieu aux parents mais aussi à tous les autres éducateurs, professionnels ou non. Atteindre cet objectif complexe et délicat ne s'improvise pas. Une telle mission ne saurait donc être confiée à la responsabilité des seuls parents, ni à celle de telle ou telle institution ou catégorie de professionnels, mais à un ensemble d'acteurs.

■ Qui sont les acteurs de l'éducation ?

Pour identifier les acteurs de l'éducation, il suffit de dresser la liste des principaux temps et des principaux espaces qui y sont consacrés. On observera alors que l'intrication de ces temps et de ces espaces, voire de ces espaces-temps, met en évidence la multiplicité des acteurs impliqués ainsi que la nécessité et l'importance de leurs coopérations.

Les différents temps éducatifs

- Les temps éducatifs familiaux, habituellement vécus chaque jour, semaine, mois et année de 0 à 18 ans (âge considéré en droit comme celui de la fin de l'enfance).
- Les temps éducatifs institutionnels consacrés à l'accueil de la petite enfance, de la naissance à 3 et parfois 6 ans.
- Les temps éducatifs institutionnels et, notamment scolaires, de 3 à 16 ou 18 ans.
- Les temps éducatifs périscolaires encadrés (transport, accueil et restauration scolaires, études surveillées, aide aux devoirs, « accompagnement éducatif » en milieu scolaire, activités relevant du dispositif de « réussite éducative » hors des établissements scolaires).
- Les temps libres consacrés aux loisirs éducatifs (récréatifs, culturels, sportifs) extra-familiaux, encadrés ou non (quand ils ne le sont pas, l'enfant ou le collectif d'enfants peut être à lui-même, dans certaines conditions, son propre éducateur).
- Les temps d'ennui et de sommeil ne sont a priori pas éducatifs, mais les rythmes qui les structurent ont des effets sur les conditions de l'éducation.

Code de l'éducation : Dispositions communes EN -collectivités	Principes généraux	Dispositions générales	Article L111-1 : droit à l'éducation et égalité des chances Article L111-3 : collectivités associées au service public d'éducation Article L112-1 : scolarisation des élèves en situation de handicap Article L113-1 : dispositions enfants d'âge préscolaire
		Objectifs et missions	Article L122-1-1 : acquisition du socle commun
		Obligation scolaire, gratuité et accueil	Article L131-5 : inscription dans un établissement public ou privé -déclaration, instruction par la famille Article L131-6 : recensement enfants soumis obligation scolaire Contrôle de l'inscription : R131-1 à 131-4 Article L131-8 : absences Article L131-10 : contrôle obligation instruction Traitement automatisé recensement : R131-10-1 à 131-10-5 Articles L132-1 : gratuité de l'enseignement public Articles L133-1 et L133-4 à 133-10 : mise en place service d'accueil
		Liberté de l'enseignement	Articles L151-1 : garantie exercice liberté enseignement aux enseignements privés Articles L151-3 : fondation et entretien des 2 réseaux Articles L151-4 : possibilité d'obtention de locaux ou de subvention pour les établissements du 2 nd degré
		Répartition des compétences entre État et collectivités	Articles L211-1 : missions de l'État Articles L212-1 et L212-2 : création et implantation écoles publiques Articles L212-4 et L212-6 : charges et dépenses associées Articles L212-7 : ressort écoles publiques d'une même commune Articles L212-8 : scolarisation élèves hors communes Articles L212-10 à 212-12 : caisse des écoles Articles L212-15 : utilisation des locaux scolaires Participation financière à la scolarisation dans une autre commune : R212-21 à 212-23
	Administration de l'éducation	Organismes collégiaux	Articles L235-1 : COEN
		Déposition communes	Articles L401-1 à 401-3 : projet d'école Projet d'école : D411-5
	Administration de l'éducation	Organisation et fonctionnement des écoles publiques	Article L411-1 : rôle du directeur et élections représentants de parents Conseil d'école : D411-1 à 411-4
		Établissements d'enseignement privés	Articles L441-4 : ouverture d'un établissement Articles L442-5 : contrat d'association à l'enseignement public Articles L442-5-1 et 442-5-2 : contribution pour élève domicilié hors commune Ouverture d'établissement : R441-1 à 441-4 Contrat d'association : R442-33 à 442-43 Financement des dépenses : R442-44 à 442-48
	Vie scolaire	Organisation du temps et de l'espace scolaires	Article L521-1 : calendrier scolaire Article L521-3 : modification horaires entrée et sortie Article L521-4 : architecture scolaire Organisation de la semaine : D521-10 à 521-13 Heures d'entrée et de sortie fixées par l'IA : D521-14 Aide personnalisée : D521-15
		Aides à la scolarité	Article L533-1 : bénéfice de mesures à caractère social
		Activités périscolaires sportives et culturelles	Articles L551-1 : Activités en prolongement du service public d'éducation

Les différents espaces éducatifs

- L'espace de la famille, composé au moins des parents et de la fratrie, sous ses multiples formes (foyers conjugaux, séparés, monoparentaux, recomposés, etc.) et en ses multiples périmètres (grands-parents, oncles et tantes, etc.).
- Les espaces d'accueil de la petite enfance, collectifs ou familiaux.
- Les espaces scolaires (de l'école préélémentaire au lycée, au centre de formation des apprentis, etc.).
- Les espaces constitués par les établissements et services socioéducatifs, médicoéducatifs ou médicopédagogiques spécialisés, souvent oubliés dans l'inventaire des ressources éducatives d'un territoire.
- Les espaces périscolaires (transports et restauration, cour de récréation, lieux de tenue des actions de soutien et d'accompagnement scolaires et aide aux devoirs, etc.).
- Les espaces de loisirs institutionnalisés (dits extrascolaires) : centres de loisirs sans hébergement, centres de vacances avec hébergement, autres espaces dédiés aux pratiques récréatives, culturelles, sportives, etc.
- Les espaces publics ouverts (squares, jardins, rues, etc.) sous certaines conditions d'aménagement ou de présence de professionnels de l'animation ou de l'éducation.

Ce que l'analyse croisée des temps et des espaces éducatifs donne à voir des acteurs de l'éducation

- Les temps éducatifs sont souvent répartis sur plusieurs espaces éducatifs, par exemple :
 - le temps dédié au travail scolaire se déroule surtout à l'école, mais aussi en famille, dans les locaux d'une association ou du centre social de proximité ;
 - les temps libres sont vécus surtout en famille, mais aussi dans les équipements de loisirs récréatifs, culturels ou sportifs, dans les espaces publics non ou peu aménagés ;
 - les temps de sommeil sont surtout pris en famille, mais aussi à la crèche, en classe préélémentaire de petite section... parfois même pendant les cours !
- On observe au passage que :
 - la famille est l'espace où l'enfant passe le plus de temps, en durée cumulée de sa naissance à ses 18 ans, mais aussi en types et en contenus de temps ;
 - de proches constats peuvent être dressés, surtout en milieu urbain, pour ce qui concerne le territoire communal : outre les logements où il réside en

famille, les différents équipements et espaces ouverts de la commune constituent l'essentiel du cadre de vie de l'enfant.

- L'inventaire des divers temps éducatifs doit être affiné, dans l'intérêt même de l'enfant, selon que l'on se réfère :
 - aux grandes phases en lesquelles se découpe l'enfance, de 0 à 18 ans, souvent déterminées par le parcours scolaire, et aux modalités de passage de l'une à l'autre ;
 - aux rythmes annuels, hebdomadaires, ou journaliers de l'enfant, le rythme étant d'ailleurs une façon qu'ont les adultes d'organiser, et les enfants de percevoir, les rapports entre l'espace et le temps.
- L'inventaire des divers espaces éducatifs permet quant à lui :
 - de renouer avec le sens large du concept d'éducation (qui ne se résume ni à l'éducation familiale, ni à l'Éducation nationale) ;
 - de souligner et d'identifier à cette occasion la diversité des acteurs de l'éducation ;
 - de prendre conscience de la fréquente proximité géographique de ces acteurs ;
 - de s'interroger de ce fait sur la pertinence de leurs cloisonnements, qui n'est pas toujours bénéfique pour les enfants ni même pour les adultes, surtout lorsqu'elle suscite des querelles de territoires et des rivalités.
- Enfin, certaines visées ambitieuses traversent et relient opportunément les espaces et les temps de l'éducation et peuvent donc en rapprocher les acteurs. Par exemple :
 - le fait de considérer le cadre, la nature et la qualité de l'accueil (des enfants, des jeunes, mais aussi des parents) comme des préalables et/ou des composantes de l'action éducative ;
 - la recherche de meilleures accessibilités (géographique, sociale, économique, matérielle, sexuelle, culturelle, etc.) des ressources éducatives ;
 - l'existence ou la création de passerelles, voire d'équivalents de rites de passage, entre les espaces et les temps éducatifs (autour, par exemple, de l'admission en crèche, de la première scolarisation, de l'entrée au CP, de l'entrée au collège, de l'orientation en fin de collège, etc.) ;
 - les distinctions et, surtout, les articulations opérées entre les approches tous publics (toutes conditions, voire tous âges) et les approches spécialisées de l'éducation ;
 - la volonté et les façons de promouvoir et de rendre possible l'expression et la participation des parents au sein de l'action éducative ;
 - la volonté et les façons de promouvoir et de rendre possible l'expression et la participation des enfants et des jeunes au sein de l'action éducative.

Les enjeux de la coéducation, notamment avec les familles et dans le cadre du PEL

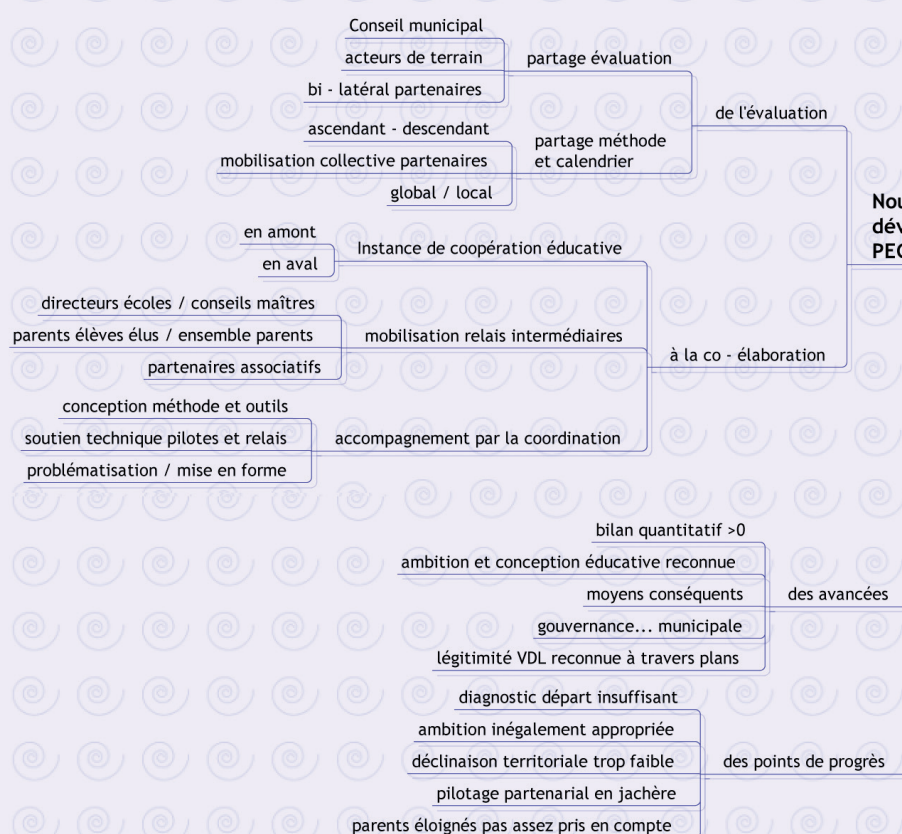
La démarche coéducative est porteuse de trois enjeux majeurs : un enjeu politique, un enjeu pratique, éthique et méthodologique, et un enjeu de société. C'est en large partie sur elle, et sur la dynamique participative et délibérative à laquelle elle invite les parents, les enfants et les jeunes sur la durée, que repose la dimension processuelle et structurante – plutôt qu'évènementielle et promotionnelle – d'un PEL.

L'enjeu politique consiste en ce que la coéducation peut favoriser une prise de conscience civique progressive, suivie d'engagements collectifs réels quand elle vient guider, entre parents et professionnels, un projet d'accueil et d'éducation – au sens large – des

enfants et des jeunes dans leurs différents temps et espaces de vie. Encore faut-il que des décisions politiques permettent d'en inscrire sincèrement et solidement l'esprit dans le droit commun, dans la volonté de partage des compétences et dans les pratiques locales. La coéducation constitue alors la base conceptuelle et opérationnelle d'une resocialisation et même d'une repolitisation du champ éducatif.

L'enjeu pratique, éthique et méthodologique découle du précédent, et il s'applique notamment aux démarches de PEL. Il s'agit de constituer et d'ouvrir une ou plusieurs « table(s) ronde(s) » de coéducateurs effectifs ou potentiels, et de rendre de la sorte ceux-ci coproducteurs et co-évaluateurs de la décision publique. Encore faut-il respecter un certain nombre de principes de constitution et de

Le projet éducatif local (PEL) de Lille

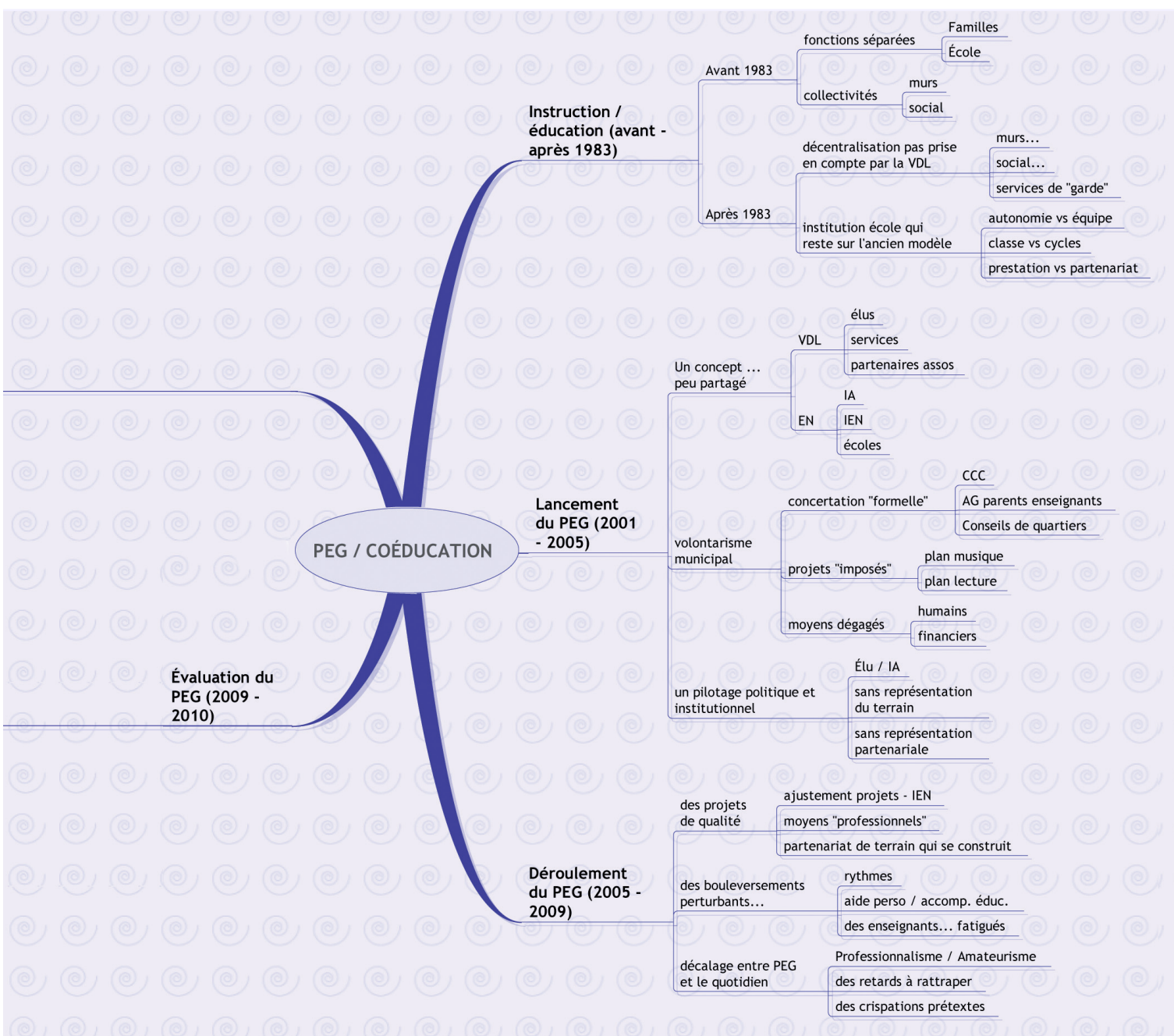


fonctionnement de ces « tables rondes », aux phases notamment de concertation initiale, de recueil des points de vue, des aspirations et des propositions mais aussi aux phases d'action et d'évaluation. Deux grands principes relatifs à la participation et quatre autres relatifs aux modalités d'échanges peuvent être identifiés.

Principe d'exhaustivité: à l'occasion, par exemple, de l'élaboration et du suivi du PEL, les élus municipaux peuvent et devraient inviter aux tables rondes l'ensemble des acteurs locaux exerçant une responsabilité en matière d'éducation des enfants: cadres des administrations municipales – mais aussi départementales et régionales – concernées et des administrations partenaires (notamment des services extérieurs de l'État, de la CAF, de la MSA), professionnels de tous grades des services relevant

de ces administrations, large sélection de militants et d'intervenants associatifs, conventionnés ou non par les pouvoirs publics; et aussi, bien entendu, des parents de toutes conditions, selon des modalités et grâce à des choix – de jours, d'heures, de lieux, de vocabulaire employé, etc. – favorisant vraiment leur présence et leur implication ou tout du moins celles de leurs représentants, ce qui suppose de veiller aussi à ce que ceux-ci soient suffisamment représentatifs.

Principe de participation des enfants et des jeunes: ceux-ci sont les premiers concernés, à court et long terme, par les décisions prises dans un contexte de coéducation et ils peuvent y apporter leurs propres expertises et propositions. Ils peuvent et devraient donc être associés aux échanges et aux projets, selon des modalités adaptées à leur âge, à leur degré de



discernement et à leur contexte de vie, et ceci en application de l'esprit et de la lettre de la Convention internationale des droits de l'enfant (adoptée par l'ONU le 20 novembre 1989 et ratifiée l'année suivante par la France). Dans l'idéal, la place des enfants et des jeunes se trouve bien autour des tables rondes, auprès des adultes qui y siègent à leur propos, et non pas comme on le dit souvent « au centre » des préoccupations et des projets de ces adultes, seul l'intérêt supérieur des enfants – et non pas leur personne – pouvant occuper une telle place.

Principe de cohérence : chaque coéducateur sait qu'il représente une ressource pour tous les autres, et réciproquement, et qu'il partage avec eux des objectifs de mise en commun des observations, des valeurs, des aspirations et des propositions formulées autour de la table. Il sait qu'il est de ce fait légitime dans ses contributions à l'élaboration et, selon les cas, à la mise en œuvre puis à l'évaluation collective des décisions réalistes pouvant résulter de ces délibérations.

Principe de non-confusion des rôles : ce principe est étroitement lié au précédent. Chaque coéducateur est à sa place, qui est à la fois distincte et aussi complémentaire que possible de celle de chacun des autres.

Principe de transparence : chacun voit et entend les autres autant qu'il est vu et entendu d'eux et chacun finit par disposer, pour l'essentiel, des mêmes informations que tous les autres.

Principe d'absence de hiérarchisation et d'absence de stigmatisation : aucun point de vue exprimé n'a, explicitement ou implicitement, plus de valeur ou de légitimité qu'un autre. Aucun point de vue ne peut être disqualifié a priori au motif des caractéristiques sociales, culturelles, de genre ou d'âge de qui le formule.

L'enjeu de société, enfin, résulte de ce que la démarche co-éducative peut fournir des perspectives tangibles aux aspirations contemporaines, plus ou moins reconnues et assumées comme telles, à la démocratisation des relations éducatives de proximité :

- au sein des familles, certes, entre pères, mères, enfants, « beaux-parents », grands-parents, etc. ;
- au sein, bien entendu, des services et des établissements à vocation éducative, entre adultes, entre enfants et adultes ainsi qu'entre enfants eux-mêmes ;
- mais aussi, et pour commencer peut-être, entre les familles - parents et enfants - et ces institutions.

La deuxième journée fut consacrée à deux expériences de partenariat des collectivités :

- celle de Lille, illustrée par la réflexion pour la mise en œuvre d'un PEG, dont on trouvera page précédente les grandes lignes ;
- celle de la Roche-sur-Yon, bâtie sur l'organisation et l'articulation des rythmes éducatifs Education Nationale / Ville.



Présentation de l'exemple yonnais

En Vendée, la « semaine de quatre jours » est en vigueur depuis 1992 (avec réduction des vacances).

Depuis 2000, à La Roche-sur-Yon, quatre écoles de la ZEP (une maternelle et trois élémentaires) sont sur un rythme de neuf demi-journées, avec école le mercredi matin. Cet aménagement s'est fait sur l'initiative de l'Inspection académique et de la ville qui avaient observé un impact négatif de la « semaine de quatre jours » particulièrement sur les enfants de la ZEP.

En 2008, la mise en œuvre de la semaine de quatre jours sur l'ensemble du territoire et l'apparition de nouveaux dispositifs (aide personnalisée, accompagnement éducatif) ont amené les partenaires du projet à réinterroger cette organisation. Il y a eu néanmoins une volonté partagée de maintenir le rythme à quatre jours et demi. Cette volonté reposait notamment sur :

- les préconisations officielles faites sur les rythmes (rapport de l'Académie nationale de médecine de janvier 2010, rapport de la Cour des comptes de mai 2010, rapport de l'institut Montaigne de mai 2010) avec le souhait affirmé de respecter au mieux le rythme quotidien de l'enfant (redéploiement des heures de « coéducation », maintien des temps de découvertes) ;
- le choix des équipes enseignantes et des conseils d'école, avec le dessein de trouver les meilleures articulations possibles entre les dispositifs ville et les dispositifs Éducation nationale.

Pour rendre le partenariat possible, différents outils ont été mobilisés tels que :

- l'élaboration d'un PEL – pilotage assuré par la ville ;
- la réécriture du contrat d'objectifs scolaire (COS) du réseau de réussite scolaire (RRS) – pilotage assuré par l'Éducation nationale ;
- la création d'un avenant au COS entre l'Inspection d'académie et la ville.

Le **financement** de ce réaménagement des rythmes trouve trois sources : la ville, la DDCS dans le cadre du CEL et le PRE (depuis 2005).

Le **suivi** et l'**évaluation** sont effectifs via un comité de pilotage annuel regroupant la ville, la DDJS, l'IA et les parents.

L'**organisation du temps** a été largement repensée avec notamment deux demi-après-midi par semaine consacrés à des ateliers sportifs, artistiques et culturels, de citoyenneté, sur site ou à l'extérieur (transport assuré en bus). À noter que ces temps sont pris en

charge par des associations dans le cadre de conventions passées avec la ville et que l'accompagnement et l'aide à l'encadrement sont assurés par des animateurs municipaux.

Actuellement, différents temps sont clairement définis, temps qui présentent leur lot de contraintes et de difficultés. Est proposée ci-dessous une brève présentation de ces temps.

La **coéducation** qui correspond à des interventions culturelles et sportives en milieu scolaire avec comme projet initial un positionnement en priorité en début d'après-midi connaît quelques vicissitudes du fait des contraintes pour la ville en termes d'organisation des personnels et du souhait de l'Éducation nationale de maintenir des activités de ce type le matin.

L'**aide personnalisée** qui devait être positionnée sur les demi-après-midi libérés ne s'organise finalement que de manière exceptionnelle sur ce temps.

Le projet initial établi avec l'IEN et la coordonnatrice du RRS a été peu mis en œuvre sur site par les enseignants (peu favorables à cette proposition).

L'**accompagnement éducatif** se déroule sur les après-midi libérés et s'articule complémentirement avec les ateliers découverte et les accueils ludiques puisqu'il a une couleur plus sportive. Aussi, des « parcours » sont proposés aux enfants à raison de cycles de sept semaines.

La principale difficulté est qu'il y a un groupe d'accompagnement éducatif par école avec un complément de financement de la ville, ce qui interroge quant à la pérennité du dispositif.

Les **ateliers découverte** proposent des activités culturelles, éducatives, sportives, liées à l'environnement... dans un but de découverte, d'expression et de connaissance de la ville, de son environnement urbain, de ses équipements et de ses ressources.

La plupart des activités sont développées en lien avec le milieu associatif.

Deux nuances : ces ateliers sont très peu en lien avec l'école (en termes de retour par les adultes référents) et leur coût élevé empêche, pour l'instant, toute généralisation.

Les **accueils ludiques** proposent aux enfants un accueil gratuit à 15 heures, cet accueil étant différent de l'accueil périscolaire.

Pour pouvoir mettre en place les accueils ludiques, la ville a redéployé les heures des animateurs municipaux titularisés avec un rythme de sept semaines

Quelques chiffres

La Roche-sur-Yon :

54 000 habitants

Nombre d'élèves maternelle
et élémentaire : 4 813

dont écoles publiques : 3 348
dont cinq groupes scolaires

sur quinze en RRS : 1 130

dont quatre écoles du RRS
en neuf demi-journées : 474

calé sur celui de l'accompagnement éducatif. Pour l'année scolaire 2010-2011, le thème s'est fait autour des jeux coopératifs.

Les deux principales difficultés sont que le dispositif se fait avec peu, voire pas, de lien avec l'école et que le projet manque de visibilité pour les enseignants, comme pour les parents.

L'**accompagnement à la scolarité** est en expérimentation sur une école depuis mars 2011 avec pour but d'organiser des temps d'accompagnement à la scolarité sur les après-midi libérés en lien avec les dispositifs Éducation nationale et ville.

Il s'agit de :

- repenser le temps de l'accompagnement à la scolarité (gouter, aide aux devoirs, projets culturels) ;
- mobiliser des bénévoles disponibles sur ce temps ;
- donner un sens à ce temps dans un contexte où l'aide personnalisée ne s'est pas mise en place ;

- ne pas rompre le lien avec les familles.

Des **premiers bilans** des après-midi libérés peuvent d'ores et déjà être dressés :

- l'importance de construire des temps périscolaires de qualité différents de la garderie ;
- l'absence de signature de COS freine l'évaluation globale du projet ;
- le PEL, en revanche, ouvre de nouvelles perspectives (exemple de la constitution d'une commission thématique sur les interventions en milieu scolaire) ;
- l'absence d'articulation AP/AS est à surmonter ;
- la volonté de travailler ensemble se heurte encore à nos contraintes (pratiques, habitudes, organisation...) ;
- dans les écoles, tout repose trop souvent sur le directeur ;
- mener de front la réflexion et l'élaboration du PEL, du COS, des après-midi libérés aurait pu permettre

Synthèse de l'identification des freins liés à la mise en œuvre du partenariat Éducation nationale/ville dans le cadre de la coéducation

Freins politiques

- Manque d'engagement ou désengagement.
- Conflit entre enjeux politiques et enjeux éducatifs.
- Objectifs pas toujours partagés, voire divergents.
- Divergence dans la compréhension et prise en compte des enjeux.

Freins règlementaires budgétaires

- Découpages territoriaux.
- Manque de clarification des rôles institutionnels respectifs.
- Manque de moyens ou pas de priorité donnée à la politique éducative.
- Cadre national pas toujours adapté aux cadres locaux.
- Difficulté liée à la concertation en amont, décisions parfois unilatérales auxquelles il faut s'adapter.

Freins organisationnels

- Transversalité difficile.
- Innovation chronophage :
 - manque parfois de temps de décharge des directeurs ;
 - gestion de l'urgence et du quotidien.
- Difficultés liées à la différence des rythmes :
 - absence de concordance des plannings ;
 - temps de travail différencié des personnels ;
 - cloisonnement des temps de l'enfant avec manque de liaisons et de continuité.
- Manque de coordination et de concertation.

- Modalités de pilotage.
- Poids hiérarchique, organisation verticale.
- Lenteur de certaines procédures administratives.
- Logiques catégorielles.

Freins culturels

- Confrontation des cultures différentes interinstitutionnelles et interpersonnelles :
 - question de la qualification de l'ensemble des acteurs ;
 - respect du travail de l'autre ;
 - relations avec les fédérations de parents d'élève ;
 - manque de connivence ;
 - langage professionnel différent ;
 - manque de conviction ;
 - posture de chacun des acteurs.
- Manque d'espaces et de temps formels de construction de la coéducation :
 - manque de travail en commun ;
 - absence de partage sur le niveau d'intervention de chacun ;
 - manque d'instances institutionnelles de partenariat, manque de passerelles ;
 - place et rôle du conseil d'école pas toujours suffisamment investi ;
 - manque d'espaces de formation commune et de reconnaissance mutuelle des champs de compétence ;
 - partenariat reposant davantage sur des personnes que sur des dispositifs, projets...

Les rythmes scolaires : quel cadre aujourd'hui ?

Séminaire de Reims CNFPT délégation régionale Champagne-Ardenne/réseau Nord-Est de l'ANDEV

C'est la quatrième année consécutive que le CNFPT et l'ANDEV se sont joints pour organiser une rencontre régionale consacrée, cette année, au thème des rythmes scolaires. Ce séminaire faisait écho aux rencontres nationales organisées en 2008, à Troyes, où il s'était agi de réagir après la suppression des classes le samedi et en 2009, à Reims, où nous étions plutôt centrés sur les fondamentaux.

Ces deux journées de réflexion s'inscrivaient dans un contexte favorable à une évolution de l'organisation de la semaine scolaire et des temps de vie de l'enfant en général, soumis à concertation, voire à expérimentation par nombre de collectivités locales, avec les différents acteurs de l'éducation, depuis près de 20 ans, et à de nouveaux débats par l'État il y a quelques mois.

Pourtant, cette réflexion n'était pas nouvelle, plusieurs communes, pionnières dans les années quatre-vingt-dix, ont fait l'école buissonnière, sans pour autant changer la destinée du calendrier scolaire : Toulouse, qui a instauré une pause méridienne de 2 heures 30 et un maintien des cours le mercredi matin, ou encore Laxou, dans l'agglomération ouest de Nancy, qui, dès 1995, dans le cadre du dispositif ATE (aménagement des temps de l'enfant) faisait terminer ses écoles à 15 heures avec une organisation après cette heure d'un temps périscolaire. À La Roche-sur-Yon, la semaine de quatre jours est expérimentée depuis 1992. Devant une baisse des résultats, un dispositif a été expérimenté, qui comprend des temps consacrés à des activités conduites par des intervenants.

Ces débats ont aujourd'hui pris de l'ampleur en prenant la forme d'une conférence : la conférence nationale sur les rythmes scolaires, dont les conclusions ont fait l'objet d'un rapport d'étape en janvier 2011, qui a été suivi par un rapport définitif de propositions le 4 juillet dernier.

L'ANDEV s'était réjouie de l'installation de ce lieu de concertation. Elle y a été auditionnée, comme elle l'avait été par la mission parlementaire présidée par Michèle TABAROT en 2010. L'ANDEV a estimé y avoir été écoutée, si ce n'est entendue, ce qu'elle considèrerait déjà comme un grand pas dans le processus de concertation. Les membres de l'ANDEV ont insisté sur trois priorités, que sont :

- la définition d'un cadre national ;
- l'inscription de la réflexion dans les projets éducatifs locaux, dans le cadre d'une coopération éducative, une sorte de contractualisation locale qui pourrait être adossée au cadrage national ;
- l'inscription de la réflexion sur l'aménagement des rythmes, dans une certaine globalité, sur tous les temps de vie de l'enfant, à tous les âges, dans le premier comme dans le second degré, en journée, semaine, année, dans le sens d'une continuité éducative, qui combinerait tous les acteurs éducatifs, les collectivités territoriales, les conseils régionaux et généraux et surtout le parent, dont il faut rappeler qu'il est le premier éducateur de l'enfant.

Sans conteste, les travaux de la conférence qui ont été rendus étaient intéressants, même si l'ANDEV s'interroge aujourd'hui sur leur avenir.

Notre regard est d'autant plus perplexe que les collectivités locales ont subi, il y a à peu près deux ans, un déferlé de décisions ministérielles, qui ont impacté localement leur fonctionnement. Je vous rappelle, en effet, qu'il aura fallu une année en 2008, pour rendre obligatoire, dans le premier degré, la semaine de quatre jours et quelques mois pour instaurer le service minimum d'accueil.

Quoi qu'il en soit et quelle que soit la place du curseur, c'est pour prévenir certains choix que l'ANDEV, avec le CNFPT, ont proposé l'organisation de ce séminaire, qui a pris une forme assez originale puisqu'il s'est agi de nous interroger, nous fonctionnaires territoriaux, sur l'organisation que nous préconiserions dans tous les cas de figure ; cinq jours, quatre jours et demi, allongement des vacances, etc. Quelle solution, en effet, allons-nous proposer pour réinvestir les lieux et les temps libérés ? Quelle alternative cohérente, éducative, privilégiant l'équité, l'épanouissement et la réussite de tous les enfants proposerons-nous à nos élus et à toute la communauté éducative demain ?

Aujourd'hui, des constats partagés sur la situation particulière en France notent que l'organisation du temps scolaire compte l'un des plus grands nombres d'heures de cours en Europe, réparties sur un nombre de jours de classe parmi les plus bas. Cette situation impose aux élèves une charge de travail quotidienne parmi les plus élevées du monde. Alain BOCQUET, directeur de l'Éducation à la ville de Nanterre, secrétaire national de l'ANDEV, qui animait cette table ronde a expliqué que cette dernière visait à présenter le cadre national (s'il est défini) et la façon dont chaque partenaire de l'école le percevait ou envisageait sa mise en place. Il s'agissait d'ouvrir quelques fenêtres dans ce déroulé (mêlant l'histoire générale, les

étapes politico-institutionnelles conduisant à des modifications sensibles du volume et de la gestion du temps scolaire, et les paliers dans l'évolution de la pensée commune).

Georges FOTINOS, ancien chargé de mission à l'Inspection générale de l'Éducation nationale, enseignant à l'université de Tours, membre du comité de pilotage de la conférence sur les rythmes scolaires, ouvrait la table ronde en expliquant que l'aménagement des rythmes scolaires représente un dossier épineux du ministère. Le Gouvernement a lancé la réflexion nationale sur les rythmes en sondant tous les acteurs éducatifs.

Nombre de rapports officiels ont confirmé, parallèlement le lancement de la dynamique :

- Rapport de l'Académie de médecine (rythmes physiologique et biologique de l'enfant contrariés) ;
- Rapport de la mission Tabarot ;
- Rapport de la Cour des comptes (très mauvaise organisation des emplois du temps) ;
- Rapport de l'IGEN (« nocivité » de la semaine de quatre jours) ;
- États généraux sur la violence scolaire (le temps mieux aménagé constitue un des éléments favorisant sa diminution) ;
- Rapport intermédiaire du comité de pilotage.

Les rythmes scolaires : de la journée, de la semaine et de l'année ont évolué tout au long du ^{xx}e siècle. Dans cette histoire, les avancées de la chronobiologie et les évolutions sociales ont joué un rôle déterminant.

Cependant, l'aménagement des rythmes est rarement organisé dans une finalité qui se devrait d'être pédagogique et éducative dès lors qu'il demeure relié à des enjeux sociaux, économiques et politiques.

Fort de ces constats, Georges FOTINOS a proposé un balisage historique permettant d'expliquer la situation actuelle en termes de rythmes et d'aménagement du temps de l'enfant.

1882-1922 : la période sociopolitique

Au départ, l'aménagement du temps scolaire ne concernait que le calendrier annuel et non pas la journée : c'est une dérivée du temps de service des enseignants.

L'objectif était d'ancrer la III^e République alors fragilisée dans les esprits, d'où une école laïque, gratuite, publique et obligatoire avec les vacances d'été très courtes et pas de vacances intermédiaires : deux semaines pour les maternels, quatre semaines pour les élémentaires. C'est le préfet qui décidait

des vacances pour le département (voire pour les communes). Le régime hebdomadaire d'enseignement était de 30 heures avec une récréation toutes les heures de classe.

Les jeudis et dimanches étaient organisés les bataillons scolaires (encadrés par le directeur d'école et des militaires).

1922-1961 : la période socio-économique

On enregistrait des augmentations successives des vacances d'été de deux semaines, d'abord à la suite de la Première Guerre mondiale (on a besoin de bras pour les travaux agricoles telle la moisson) puis en 1938 du fait des congés payés, avec en plus la création des petites vacances.

Les enseignants devaient conduire des activités d'ordre socioéducatif (encadrement des colonies de vacances, notamment).

C'est alors le ministre qui décidait des mêmes vacances pour tous les niveaux.

Sur la période 1955-1959, il y aura jusqu'à trois mois de vacances consécutifs l'été.

1961-1980 : la période économique

Le choix des dates de vacances s'effectuait en liaison avec ministère du Tourisme et du Transport, ce qui marquait l'influence et la pression de l'économique.

C'était le début du zonage pour les vacances d'hiver, d'abord deux puis trois zones.

Le zonage s'étendait ensuite aux vacances de printemps.

En 1969, le samedi après-midi d'école était supprimé pour les élèves, mais pas pour les enseignants (il le sera l'année suivante).

En 1970, le niveau de vie des Français augmentait (période des Trente Glorieuses) et c'est le boum des résidences secondaires.

Dix ans plus tard, c'était la crise économique avec l'arrivée de l'inflation. Raymond BARRE nommait Christian BELLAC, ministre de l'Éducation nationale, lequel est chef d'entreprise, pour répondre à la problématique : « Comment modifier le temps scolaire pour en tirer des bénéfices sur la vie économique ? » La réponse du conseil économique et social a été un zonage en cinq zones de départ en congés et des vacances d'été étalées sur quatre mois.

Chaque académie fixait alors son calendrier, ceci pour 1981-1982 mais les dysfonctionnements enregistrés font rapidement revenir au système antérieur.

1980-1998 : la période psychopédagogique

L'étude de l'année scolaire sur ses acteurs a été lancée, aboutissant aux constats suivants :

- des jours et des séquences trop longs ;
 - un grand nombre de jours de vacances.
- Aboutissant aux préconisations suivantes : l'augmentation du nombre de jours de classe sur l'année et la diminution de la durée quotidienne de la classe.
- A été parallèlement affirmée une certaine prégnance de l'organisation du temps scolaire sur :
- le développement de la personnalité et du comportement des enfants ;
 - la construction des compétences ;
 - l'amélioration du fonctionnement de l'école.

Quelques dates clés

1983 : loi de décentralisation.
1984 : contrat d'aménagement du temps, il émane des délibérations du conseil d'école.
1985 : mise en pratique d'un calendrier scolaire équilibré, lequel calendrier dit « 7-2 » n'a existé que deux fois (1985-1986). Il ne faut impérativement que deux zones de départ en vacances pour qu'il soit viable.
1989 : loi d'orientation sur l'éducation.
1991 : journée scolaire souple.
En 1995, Guy DRUT, alors ministre de la Jeunesse et des Sports, insiste sur le recentrage sur l'élève : 170 sites pilotes expérimentent « sa » réforme des rythmes scolaires. L'enseignement traditionnel était concentré sur le matin, alors que trois après-midi par semaine seront libérés pour la pratique de disciplines dites de sensibilité (arts plastiques, sports et activités culturelles).

1998-2008 : la période socioéducative

Création des CEL : contrats éducatifs locaux.

Depuis 2008 : la période sociopédagogique

On intervient sur du hors temps scolaire, à travers des dispositifs tels que :

- l'accompagnement éducatif (dont « Aide aux devoirs ») : ZEP ;
- les stages de remise à niveau (sur vacances scolaires) ;
- l'aide personnalisée (sur pause méridienne ou temps périscolaire) ;
- l'opération « École ouverte » sur vacances d'été avec stages de soutien...

Au regard de ce déroulé, quelques éléments sont énoncés par Georges FOTINOS pour engager la réflexion :

- des rythmes scolaires certes mais quid des rythmes postsecondaires ? (lisibilité de ce qui se passe en famille, à la maison) ;
- aménager le temps scolaire, c'est aménager le temps des élèves mais aussi celui des enseignants ;

- l'organisation fonctionne à partir de la rédaction des emplois du temps. Que signifie cette succession d'heures par rapport à l'apprentissage ?

Joël DEVOULON, secrétaire national du SGEN CFDT, chargé des politiques éducatives a réagi aux propos de Georges FOTINOS, en rappelant que le rythme de 26 heures sur quatre jours a abouti à une densification du travail ayant pour corollaire une réelle fatigabilité des enseignants. On a assisté à une dégradation des conditions de travail aggravée dans un contexte d'incohérence des politiques menées de suppression des postes remettant en cause l'utilité même de l'école. Un levier nécessaire est un cadre national afin de redonner du sens (cursus, programme). Le fait scolaire doit, selon lui, englober les différents temps de l'enfant et éviter la simple juxtaposition de ces temps. Il s'agit de trouver un équilibre entre monde de l'éducation et monde de l'entreprise.

Le SGEN CFDT proposait alors de concevoir un ensemble éducatif local identifié sur lequel se reposeraient les partenaires : idée d'un cadre national en termes d'horaires et de contenus, avec un calendrier des vacances a maxima et a minima. Le niveau local assurerait l'organisation fonctionnelle : reste à définir le niveau de décision et de pilotage, à partir de la pratique de terrain.

Joël DEVOULON a conclu en évoquant son pessimisme sur le court terme et son optimisme sur le moyen terme.

François TESTU, président national de la Jeunesse au plein air, représentant de la plateforme sur les rythmes scolaires, a déclaré que l'on assiste aujourd'hui à un effet de mode autour du thème des rythmes scolaires.

Il est primordial, a-t-il précisé, de mettre en place des équipes pour établir une évaluation objective. Néanmoins, il reste une ambiguïté entre rythmes scolaires et rythmes de vie.

La question de la privatisation est en jeu, corollaire de la libération des temps où l'on répond aux exigences de la société sans former les citoyens.

Allègement des programmes, interdiction effective des devoirs à la maison, organisation des activités périscolaires..., la question des rythmes scolaires est loin de se limiter à la durée de la semaine de cours.

Anne DILLENSEGER, adjointe au maire de la ville de Dijon, en charge de l'éducation, a réagi en regrettant que les injonctions gouvernementales qui mettent les collectivités locales et donc les élus, dans des positions d'acteurs subissant plutôt qu'agissant. Sur le

temps de la ville nombre de temps à destination de l'enfant sont mis en place; temps qui reste souvent à la seule charge communale ou intercommunale (moyens financiers, moyens humains, moyens matériels, notamment locaux).

Dès lors, elle a proposé qu'une coordination soit mise en place dans la prise en charge globale de l'enfant, car moins d'école ne veut pas dire moins d'enfants en collectif.

Pour mémoire, les principales organisations d'élus que sont l'AMGVF et le RFVE ne sont pas d'accord avec les rythmes actuels.

Les leviers possibles restent un cadre national clairement défini et une dotation nationale accrue aux communes.

Anne-Sophie BENOIT, présidente de l'ANDEV, pense que l'aménagement des temps de l'enfant est complexe. Il interroge sur le temps de l'école, des loisirs, des vacances, de la famille qui interroge lui-même sur l'articulation des moments, des périodes scolaires, périscolaires, extrascolaires avec des temps saucissonnés, qui interroge ensuite sur la place des acteurs et des contenus des diverses interventions éducatives auprès de l'enfant.

Les communes gèrent en effet une large partie des activités péri et extrascolaires: que ce soit la restauration scolaire, le soutien scolaire, les équipements sportifs ou les centres de loisirs. Si les décisions ministérielles à venir allongeaient les journées des écoliers, ceux-ci devraient être davantage pris en charge dans des activités culturelles ou sportives ou autres, avec des coûts supplémentaires.

Anne-Sophie BENOIT rappelle que la perspective d'un nouvel aménagement des temps entraînera donc de nouveaux investissements, qui généreront des dépenses de fonctionnement supplémentaires et donc un alourdissement des charges qui est aujourd'hui peu compatible avec les réductions drastiques de l'État.

Selon elle, il conviendra d'investir et d'étudier plusieurs champs extrêmement divers.

- D'abord, la gestion de l'offre éducative. Il sera nécessaire, en cas de réaménagement de la semaine, d'améliorer l'offre périscolaire aussi diversifiée aujourd'hui qu'incohérente. L'aide aux devoirs dispensée par les maisons de quartier lorsqu'elles existent ou les associations, l'accompagnement éducatif, l'aide personnalisée et les études surveillées sous la responsabilité de l'Éducation nationale, les garderies organisées par les villes, autant d'activités proposées par des acteurs divers, gratuites ou payantes.

Il conviendra de gérer ce foisonnement de dispo-

sitifs, de les mutualiser, de les rendre lisibles aux familles, un travail devant être mené avec l'Éducation nationale et les professionnels qui y jouent un rôle majeur.

- Parallèlement, il s'agira pour les communes, dans le cas d'un redéploiement des cours le mercredi matin, de reconstruire un temps de continuité le mercredi après-midi avec les centres de loisirs. Les associations devront aussi réfléchir à leurs offres culturelles, sportives ou confessionnelles et reporter leurs cours ou interventions le samedi après-midi ou encore le soir.

- Une véritable réflexion devra être mise en œuvre sur l'ouverture de l'école sur son quartier. L'utilisation des locaux scolaires devra être reconsidérée au regard de leurs ouvertures progressives à d'autres activités, sachant que, dans le cadre de la restructuration de leur patrimoine scolaire, de nombreuses villes sont déjà rentrées dans cette démarche. Ce sera l'occasion de formaliser des espaces géographiques pour les parents (lieux accueil parents) au sein de l'école: préparation des conseils d'école, les fêtes d'école, les rencontres intersticiées avec les enseignants (lieux de rendez-vous). La formalisation des espaces permettrait de restaurer avec les parents d'élèves un temps de dialogue et donc de favoriser la communication.

Dans le même ordre d'idée, un nouvel aménagement du temps scolaire risquerait rapidement d'aboutir à une saturation des équipements, en particulier sportifs et culturels, d'autant plus que le respect des rythmes chrono-biologiques amènera une croissance de la demande aux mêmes moments de la journée et de la semaine. Pour que les contraintes soient moins lourdes, il faudra réfléchir à un nouvel équilibre des temps.

- La mobilisation de vrais professionnels de l'animation ensuite, qui créeront du lien entre tous les temps, en complémentarité des directeurs d'école qui pourraient devenir de vrais facilitateurs de passage de temps, si les EPEP pouvaient être expérimentés. Cette mobilisation entraînerait cependant une réflexion sur la qualification et la formation, sachant qu'ils pourraient intervenir sur tous les temps scolaires, péri et extrascolaires.

Une nouvelle répartition des temps de travail des ATSEM sera aussi envisagée, ceci après deux ans de fonctionnement avec une répartition qui répondait à la suppression du samedi matin en 2008.

- Un temps particulier devra être accordé au temps de la pause méridienne, qui, plus qu'un service public, représente aujourd'hui aussi un quart du temps scolaire dans la journée de l'enfant. Elle interroge en effet sur la place qu'il convient de lui accorder

dans l'éducation, mais aussi son articulation avec les différents acteurs. Certes, la pause méridienne est sous la responsabilité locale, mais, pour l'enfant qui vit sa journée d'élève, la journée se vit dans la continuité. Les subtilités du passage de responsabilité Éducation nationale/collectivités passent inaperçues, mais les ruptures du temps sont parfois brutales et perturbatrices, surtout chez les petits. Tous ces accompagnements de complémentarité militent en faveur d'un accueil global et pourquoi pas d'une intégration du temps du repas dans le temps scolaire, qui favoriserait la continuité éducative, chère à l'ANDEV et qu'elle a défendue notamment dans le cadre de la réflexion sur la création des établissements publics d'enseignement primaire. La prise de compétences des EPEP sur ce temps contribuerait en effet à envisager de nouvelles logiques pour la réussite des enfants et l'égalité des chances.

Anne-Sophie BENOIT a précisé que quelles que seront les décisions prises, la latitude qui sera donnée aux collectivités locales, le temps et l'ampleur de la concertation seront révélateurs d'une reconnaissance de l'État du savoir-faire des collectivités locales, mais surtout une façon de reconnaître qu'il peut exister un espace local, éducatif, partenarial à qui on peut donner du sens, mais surtout qu'il peut être porteur d'avenir et d'intégration sociale.

Jean-Jacques HAZAN, président de la FCPE, s'est positionné clairement sur la question des rythmes scolaires au regard de constats de médecins, chercheurs, pédagogues et parents :

- neuf, voire dix demi-journées de classe par semaine et un maximum de cinq heures de cours par jour pour le primaire ;
- une pause méridienne de 90 minutes pour tous les élèves ;
- une véritable alternance sept semaines de cours/deux semaines de vacances tout au long de l'année (pas de raccourcissement des vacances de printemps en échange du pont de l'Ascension). Pour augmenter le nombre de jours de classe et répartir les heures de cours afin d'alléger les journées de l'enfant et de l'adolescent, le raccourcissement des vacances d'été semble inéluctable ;
- le zonage ne peut en aucun cas remettre en cause l'alternance 7/2 dont la nécessité est reconnue par tous.

La FCPE espère que le rapport final de la commission intégrera une réflexion sur le temps de travail total des élèves, incluant le travail personnel. La question du rythme de vie et d'apprentissage de l'enfant et de l'adolescent doit enfin et maintenant trouver des solutions qui leur permettent de vivre sereinement, sans fatigue inutile. Les améliorations des conditions

de travail des élèves auront un impact sur le climat scolaire et sur les apprentissages, en diminuant les tensions dans les classes.

La place des parents demeure stratégique. Or, à l'heure actuelle, avec la suppression du samedi matin, le lien école-familles s'est distendu. De plus, le conseil d'école demeure trop souvent une instance minorée par les parents.

Serge CLEMENT, inspecteur d'académie du département de l'Aube, a expliqué que, dans ce département, les expériences d'articulation entre usage des temps scolaires et périscolaires ont été multipliées. À l'heure actuelle, il estime ne pas être en capacité de faire un point sur ces tentatives.

L'école tente de s'ouvrir sur son environnement (écoles ouvertes) dans un département pour deux tiers à dominante rurale. La diversité des situations soulève la question de l'élève et des prises en charge globales, la question de l'équité sur un territoire marqué par une dualité rural/périurbain.

Il semble que la question de l'offre éducative reste déterminante et qu'elle soit l'une des principales choses à remonter au ministère en marquant la volonté de consolider les temps scolaires, en fonction de l'âge des élèves.

Échanges avec la salle

Nombre de participants expriment leur pessimisme : l'école publique va mal, les changements préconisés dans l'aménagement des rythmes ont peu de chances d'aboutir (poids de l'économique, opposition des enseignants et des parents sur le terrain, difficulté à conjuguer décision nationale et intérêts particuliers). Un intervenant dans la salle met en évidence la nécessité d'une réforme d'ampleur à faire sur la gouvernance. Un représentant d'une organisation de parents d'élèves constate sur le terrain une grande frilosité à faire bouger les lignes.

Alain BOCQUET a remarqué qu'au cours des échanges un consensus s'est dégagé sur le fait que la semaine de quatre jours, décidée sans concertation, était incohérente ; qu'il était nécessaire de définir un cadre national pour l'aménagement des rythmes de l'enfant et que la question financière était importante, les communes n'ayant aucune marge de manœuvre pour assumer une extension des activités périscolaires, sans allocation de moyens supplémentaires.

Il conclut en précisant que cette réforme pose en réalité la question de la façon dont on envisage l'éducation des générations futures. Il est donc tout à fait essentiel de continuer à défendre son aménagement et d'éviter à tout prix que les premiers perdants soient les enfants et leurs familles.

CONFÉRENCE de Claire LECONTE

« Petite enfance, rythmes scolaires et rythmes de vie, quelle cohérence ? »

Claire LECONTE est attachée au fait de prendre en compte les rythmes des enfants dans tout aménagement du temps. Elle dénonce le concept de rythme scolaire (cf. son livre) : il n'y a pas de définition scientifique du rythme scolaire ; un rythme est un événement qui se reproduit à l'identique en fonction d'une certaine périodicité.

Le rythme scolaire n'est pas rythmé : l'enfant grandit et évolue ; la semaine est découpée en deux jours d'école, un jour sans, deux jours d'école, deux jours sans ; le découpage en zones de vacances change tous les 3 ans, et donne des périodes de cinq semaines ou huit-neuf semaines entre deux périodes de vacances.

Le rythme scolaire n'est donc pas rythmé par définition. De plus, l'emploi du temps est mal aménagé. La France est le seul pays à quatre jours hebdomadaires d'école, avec le moins de jours dans l'année et de nombreuses heures chaque jour.

Parler de rythmes scolaires laisse penser que l'école est seule responsable des effets des mauvais emplois du temps ; le temps passé en classe par l'élève représente moins de 10 % de son temps de vie. L'objectif de Claire LECONTE est de s'occuper aussi des 90 % du temps restant et de donner une cohérence aux différents temps par lesquels les enfants passent. L'un des problèmes est que les enfants passent d'un temps à un autre sans transition. Elle souhaite donc proposer un aménagement du temps de vie global de l'enfant pour viser une cohérence, condition incontournable pour permettre un développement harmonieux.

Les différents rythmes à prendre en compte

1- Les rythmes biologiques sont à respecter impérativement.

Depuis l'Antiquité, on connaît l'importance du sommeil ; les rythmes biologiques sont étudiés depuis le XVIII^e siècle (un astronome français a fait une étude sur des plantes placées dans un environnement continuellement obscur et à même température extérieure qui ont continué à vivre à leur propre rythme, ce qui a permis de découvrir que tout être vivant possède une rythmicité indépendante des synchroniseurs extérieurs jour/nuit : il a alors évoqué l'existence d'horloge du vivant).

À la fin du XIX^e siècle, l'accélération de l'industrialisation liée à la révolution industrielle (des agriculteurs deviennent ouvriers et découvrent le travail posté) et

l'école publique obligatoire pour tous en 1882 (auparavant scolarisation à domicile ou par les moines ou aucune scolarisation) ; ces deux événements sociaux ont modifié l'organisation du temps des adultes et des enfants, et ont créé des pathologies nouvelles (fatigue excessive et permanente, état dépressif chez travailleurs postés, changements comportementaux provoquant une agressivité fréquente), qui ont fait s'interroger les médecins.

Dans les années 1950, des expériences menées par hasard (notamment par Michel Siffre, « seul au fond du gouffre », spéléologue qui s'est isolé dans une grotte pour étudier les effets de l'absence de repère temporel) ont prouvé l'existence d'horloges biologiques propres à chacun qui ont besoin d'être synchronisées par l'environnement.

Dès qu'il y a eu vie sur terre, il y a eu nécessité de s'adapter aux rythmes naturels (alternance jour/nuit liée à la rotation de la terre sur elle-même et apparition des saisons liée à la rotation de la terre autour du soleil). Aujourd'hui, on vit de moins en moins aux rythmes de la nature (depuis l'apparition de l'électricité), ce qui a des effets délétères, notamment pour les enfants.

2- Les rythmes circadiens : tout événement rythmé dont la période est autour de 24 heures, comprise entre 20 et 28 heures.

La plupart des jeunes adultes en expérience hors du temps se calent plutôt sur 25 heures ; donc 24 heures est une horloge sociale imposée à tous dès avant la naissance.

On constate chez tout individu une méconnaissance du fonctionnement réel de son horloge personnelle ; Claire LECONTE préconise d'apprendre aux enfants à reconnaître leur propre état (savoir quand ils sont fatigués, en pleine forme...) pour adapter leur comportement à cet état. Elle parle de l'exemple d'un enfant de 4 ans qui remplissait son échelle d'auto-estimation de la vigilance : alors même qu'il baillait et avait du mal à garder les yeux ouverts, il cochant « en pleine forme ». Quand elle lui a demandé pourquoi, puisque visiblement il était fatigué, il a répondu ne pas avoir le droit d'exprimer qu'il était fatigué. On constate là l'existence d'un contrat social implicite, très marqué culturellement, qui s'exprime dans le fait de ne pas permettre de reconnaître son état de fatigue. Claire LECONTE insiste aussi sur les remarques à éviter absolument pour que les enfants ne deviennent pas phobiques vis-à-vis du sommeil : « Si tu ne finis pas

ton assiette, tu feras comme les petits et tu iras te coucher. » Le sommeil ne doit jamais devenir une punition, et être fatigué n'est pas signe de faiblesse, c'est le fait de tout le monde. De même, quand son animal favori meurt, ne surtout pas lui dire qu'il s'est endormi pour toujours !

La température corporelle centrale a, elle aussi, une rythmicité sur 24 heures qu'il est difficile de modifier ; creux entre 3 heures et 5 heures du matin, remontée avant l'heure spontanée d'éveil de la personne, augmentation jusqu'à un plateau qui dure toute la journée, puis baisse en fin de journée. Le frisson de fin de journée que beaucoup ressentent signale la baisse de notre température centrale indépendamment de la température extérieure et indique que les portes du sommeil sont prêtes à s'ouvrir, mais on continue généralement nos occupations, on manque alors l'heure de l'endormissement, ce qui nous oblige à attendre le démarrage du prochain cycle de sommeil (90 minutes). C'est évidemment à éviter au maximum chez les enfants et à ne pas systématiser chez les adultes. Il faut repérer ces signaux chez l'enfant et lui en faire prendre conscience, puis instaurer un rituel pour prévenir l'heure du coucher (dans un quart d'heure, on va dormir) et un travail éducatif pour donner le plaisir d'aller se coucher (éviter ainsi les difficultés du coucher).

3- Les rythmes infradiens de périodicité supérieure à 28 heures (périodicité mensuelle comme la menstruation et les systèmes hormonaux chez la femme) et sur des périodes plus longues, annuelles (études sur les animaux hibernants : l'hibernation sert à dormir et à survivre en utilisant à minima les ressources stockées auparavant ; certains végétaux ont des périodicités plus longues, ex-pousses de bambous qui ne fleurissent que tous les 15 ans ou arbre des DOM-TOM qui ne fleurit que tous les 25 ans).

De novembre à mars (période de l'hibernation chez l'animal) : période scolaire la plus soutenue pour les collégiens et lycéens, alors que leur organisme est en situation de plus grande fragilité ; idem pour les enfants qui tombent malades, car il existe à ce moment-là une baisse de leurs défenses immunitaires.

Dépression saisonnière par manque de luminosité découverte chez l'humain, aux mêmes périodes que l'hibernation (la luxothérapie constitue une prise en charge efficace et sans effet secondaire).

4- Les horloges ultradiennes, de périodicités inférieures à 20 heures : faim, rythme cardiaque (qu'on oublie tant il est normal que notre cœur batte régulièrement et dont on ne se rappelle qu'en cas de dysfonctionnement), rythme respiratoire.

Rythme du sommeil : succession de cycles qui se répètent périodiquement : chez l'adulte les périodes sont d'environ 90 minutes, chez l'enfant plutôt de 60 minutes jusqu'à 5-6 ans. Le premier cycle après l'endormissement est composé de sommeil léger puis de sommeil lent profond, très important car c'est lui qui permet la récupération de la fatigue physique et musculaire. Chez l'enfant, c'est au cours du sommeil très profond (stade 4) qu'a lieu la sécrétion de l'hormone de croissance. Après les 90 premières minutes, apparaît une première phase de sommeil paradoxal : le « paradoxe » vient de ce que le cerveau s'éveille alors que le système musculaire est complètement inhibé ; ce cycle réapparaît toutes les 90 minutes et augmente en durée vers la fin de la nuit. Lors du dernier cycle de nuit, la période de sommeil paradoxal est la plus longue et, en cas de réveil non spontané, on a de bonnes chances de voir nos rêves coupés, inachevés (ce qui peut générer une frustration car on oublie très vite son rêve).

On voit ainsi combien il est indispensable de respecter autant le début que la fin de la nuit : les recherches ont montré que s'élabore une mémorisation des acquis de la veille pendant le sommeil paradoxal ; il faut donc insister sur l'intérêt de réviser ses leçons le soir avant de se coucher : on a de bonnes chances d'avoir une bonne note si on est interrogé et on s'assure ainsi un souvenir de la leçon huit jours plus tard : au cours du sommeil paradoxal, s'opèrent un tri des informations et une mémorisation des acquis à long terme. Les terreurs nocturnes, le somnambulisme, la somniloquie (parler en dormant), le bruxisme (les dents qui grincent), ont toujours lieu pendant le sommeil profond, soit en début de nuit alors que les cauchemars ont lieu en sommeil paradoxal, soit à partir de 3 heures du matin environ.

Le sommeil paradoxal a une double rythmicité, circadienne et ultradienne, c'est-à-dire qu'il apparaît toutes les nuits à peu près à la même heure et se reproduit toutes les 90 minutes au cours d'une même nuit : un retard de coucher va donc forcément modifier le sommeil profond qui n'a plus assez de temps pour se développer. Au cours de la nuit est sécrétée une hormone, dite du sommeil, la mélatonine, qui fonctionne un peu comme une pile, à savoir qu'elle a besoin de luminosité naturelle pour se recharger (cf. dépression saisonnière) mais d'obscurité pour se décharger ; même l'hiver, il est nécessaire de profiter du soleil pour se recharger.

Chez le jeune enfant et le bébé, on compte de nombreuses phases de sommeil paradoxal, dit sommeil « activé » ; on sait qu'il a tout à apprendre, cette abondance de sommeil activé confirme l'hypothèse

que le sommeil paradoxal est indispensable aux apprentissages nouveaux, ce qui se retrouve aussi dans le fait que les enfants déficients intellectuellement ont moins de sommeil paradoxal que les enfants tout venant d'âge chronologique identique.

Les rythmes sont polyphasiques chez le tout-petit : l'environnement doit lui apprendre le repérage entre le jour et la nuit ; même s'il se réveille pour manger la nuit, il faut le nourrir dans un contexte particulier (peu de lumière, ne pas lui parler) pour l'aider à repérer qu'on est la nuit.

Jusque 3-4 ans, les besoins sont plus importants que ce que l'on dit souvent : à 2 ans, il peut encore y avoir besoin de sieste le matin et l'après-midi ; dans les écoles maternelles, on peut imaginer un dortoir pour petite section, mais aussi de nombreux coins repos pour tout enfant en ayant besoin, quel que soit son âge. Il faut dépasser les habitudes culturelles consistant à considérer qu'il est un âge où on a le droit de faire la sieste, et un autre où cela n'est plus permis.

Le creux méridien de début d'après-midi correspond à une baisse de vigilance physiologique pour tout le monde, à tout âge, dans toutes les cultures, qu'il faut différencier de la digestion, même si on évoque souvent la pause postprandiale. Ce creux méridien correspond au milieu du rythme circadien, et se manifeste par un réel creux de vigilance qui peut aller jusqu'à l'endormissement, ce qui nécessite une réflexion autant pour les petits que pour les adultes.

La sieste doit être organisée au moment le plus propice pour l'enfant, soit le plus souvent juste après le repas, il faut vraiment éviter de faire attendre un enfant qui montre un besoin de dormir.

On assiste souvent à une sur-médiatisation de faits dits acquis et qu'on prend comme vérité première ; c'est le cas des pics et creux de vigilance, en fait découverts chez les adultes (avec des épreuves de temps de réaction).

Chez l'enfant, les épreuves utilisées pour trouver cette courbe dite classique, sont faciles, n'entraînent pas d'erreurs et sont très brèves (30 ou 45 secondes), ces outils ne permettent pas d'évaluer les capacités attentionnelles nécessaires aux apprentissages en classe. D'ailleurs, cette courbe n'est plus retrouvée dès lors que les épreuves évaluées sont complexes.

Le seul vrai moment difficile est le début d'après-midi, qui nécessite une interruption de toute activité imposant un coût cognitif et/ou physique important, y compris certaines activités dites d'éveil (foot ou activité de peinture sur soie) ; toute activité où on

demande à l'enfant d'être vigilant (quand on doit lui dire « fais bien attention ») est couteuse.

Une matinée et une après-midi sont très différentes : le découpage en demi-journées de 3 heures est aberrant (il ne s'appuie sur aucune donnée scientifique) ; la matinée est à privilégier car elle est profitable aux apprentissages nouveaux pour l'enfant (4 heures avec deux pauses). Importance de la régularité de la semaine : l'étaler pour gagner en qualité de travail, car une certaine continuité dans la tâche permet un apprentissage plus facile pour l'enfant et les enseignants. Revoir les aménagements, éviter le morcèlement des temps, y compris en périscolaires, ce qui ne peut que permettre de mieux professionnaliser les intervenants et, de ce fait, de mieux les former : proposition de revenir au mercredi ou samedi matin.

Claire LECONTE milite pour la semaine de six jours avec une à deux heures le mardi après-midi et des après-midi libérés (consacrés à des visites de lieux divers, comme des musées, les associations du quartier, mais aussi consacrées à des activités nouvelles permettant aux enfants de découvrir quelles sont vraiment leurs potentialités, et ainsi développer une certaine motivation et une estime de soi au regard des autres enfants, condition première de l'apprentissage du respect des autres). Une telle expérimentation fait ses preuves dans un groupe scolaire à Lille depuis 14 ans : modifications très importantes du climat d'école, qualité de vie professionnelle très améliorée chez les enseignants, pas de mutation depuis le début de l'expérience, bon fonctionnement, gain pour tout le monde, y compris les familles.

Il est fortement conseillé de réfléchir à des projets nouveaux, de partir d'une remise à plat, et surtout de ne pas se contenter de chercher à améliorer l'existant ; se mettre tous autour d'une table, parents, enfants, enseignants, partenaires éducatifs, clubs et associations des villes, élus : projet de société pour que l'école publique puisse survivre (difficultés actuelles : fatigue, stress général). S'exprimant sur la suppression du samedi pour « rendre le weekend aux familles », alors que 50 % des personnes qui ont un emploi travaillent le samedi, dont beaucoup de femmes (sachant encore qu'en 15 ans, on est passé de 5 à 12 % de femmes qui travaillent régulièrement le dimanche), Luc FERRY déclarait en 2008 que, grâce aux deux heures récupérées sur le samedi et redéployées aux enseignants tout venant pour de l'aide aux enfants les plus en difficulté, « on allait gagner 8 000 postes d'enseignants spécialisés ».

Il faut arrêter de dire qu'on n'a pas les moyens (voir le milliard perdu pour l'État par la diminution des gains émanant de l'ISF), alors qu'il s'agit d'un choix politique à faire et donc d'un choix de répartition des moyens existants. Les enfants sont l'avenir de notre société, ils sont les citoyens votants de demain, tout doit être fait pour que des projets ambitieux soient construits en fonction des moyens disponibles dans les collectivités, après que celles-ci auront réalisé un diagnostic permettant de savoir sur quoi chaque école peut compter, en demandant à tous d'accepter de mettre à leur disposition tous les moyens existants, que ce soit en personnel, en matériel, en espaces, en structures associatives, etc.

Une mutualisation des moyens, une motivation des personnels associatifs pour un changement de fonctionnement au profit de tous les enfants, une responsabilisation des familles, une envie de la part des enseignants de travailler autrement pour travailler mieux constituent la recette idéale pour donner à tous les enfants la possibilité de grandir et d'évoluer le plus harmonieusement possible. Un tel projet ne peut que faire évoluer les rapports humains au sein des établissements et constitue donc une prévention aux phénomènes de violence qui ne cessent aujourd'hui de s'accroître.

QUESTION: quelle structuration des cycles chez l'enfant entre le matin et l'après-midi?

Célestin FREINET disait: « L'enfant fatigué, je ne connais pas », car dans un tel cadre pédagogique, l'enfant a appris à ne pas aller au-delà de ses limites, à être capable d'alterner ce qui va lui demander beaucoup de concentration et ce qui lui en demande

moins, mais il développe aussi beaucoup plus facilement une motivation intrinsèque parce qu'il a été formé à s'autodéterminer, ce qui lui permet de n'être jamais en situation d'efforts inutiles. La formation initiale des enseignants doit leur apprendre à repérer les comportements des enfants et à leur donner du sens, comme par exemple, les mouvements collatéraux, automatiques, stéréotypés qui permettent à l'enfant de maintenir sa concentration. On n'intervient surtout pas pour lui dire « arrête de bouger comme ça, comment veux-tu faire attention? », car, alors, on le met en double tâche, il est obligé de se dire en même temps qu'il avance sur son activité, « je ne dois plus bouger! ». L'enseignant (ou l'intervenant) doit juste se dire qu'une fois l'activité finie, il faudra passer à autre chose. Les futurs enseignants doivent aussi apprendre que la fatigue n'est pas la même quand on travaille individuellement ou en groupe, quand on apprend quelque chose de nouveau ou qu'on applique des connaissances déjà acquises, quand on sait que les efforts réellement fournis sont récompensés, quand on voit les progrès réalisés, etc.

Donc, pas de moment plus propice que d'autres: 15 minutes de concentration? Comment imaginer que l'enfant n'a que des durées très réduites de capacités attentionnelles quand on le voit devant les jeux vidéo pour lesquels il ne fait rien d'autre que se concentrer au maximum, pour éviter les obstacles, pour passer les difficultés toujours plus grandes avec une dextérité et une motricité d'excellente qualité, cette hyperconcentration peut durer plusieurs heures sans même qu'il ne ressente de la fatigue: on en revient à la motivation de l'enfant.

ATELIERS: Synthèse

Rappel des groupes de travail

Groupe A: pas de changement sur l'organisation de la semaine scolaire (de quatre jours) mais évolution du rythme et de la durée des vacances scolaires.

Groupe B: retour à une semaine de cinq jours (mercredi ou samedi) – villes gérant en direct le péri et l'extrascolaire en employant des animateurs permanents. Présentation expérimentation ville de La Roche-sur-Yon

Groupe C: retour à une semaine de cinq jours (mercredi ou samedi), avec ou sans évolution du rythme et de la durée des vacances scolaires – villes n'employant pas de personnels d'animation permanents. Présentation expérimentation villes de Soissons et Nevers

Groupe D: retour à une semaine de cinq jours accompagnée d'une évolution du rythme et de la durée des vacances scolaires – villes gérant en direct le péri et l'extrascolaire en employant des animateurs permanents.

Présentation expérimentation ville de Brest

Synthèse des propositions des groupes de travail

Locaux

- Mutualisation des locaux dans le cadre d'une utilisation optimale avec une large concertation notamment avec les autres collectivités (département, région).
- La question est posée de savoir si on doit dissocier les locaux utilisés en temps scolaires de ceux utili-

sés hors temps scolaires. Pour certains, l'affichage des locaux et de leurs usages constitue un repère pour les enfants.

- Passer de l'école, lieu d'apprentissage, à la maison éducative, lieu de vie ouvert sur le quartier et aux différents acteurs éducatifs, dont les parents.
- Compte tenu de l'augmentation de l'occupation des locaux, cette occupation pourra être gérée au travers d'un guichet unique de réservation.
- Dans le cadre de travaux éventuels, bien mettre en place la démarche HQE et BBC.

Rythmes, temps scolaire, péri, extrascolaire et pause méridienne

- Adaptation des rythmes à l'âge des enfants sur tous les âges, maternel, élémentaire, collège, lycée...
- Caler les temps de vigilance aux temps d'apprentissage.
- Sur le temps de pause méridienne doit être intégré un temps de repos avec des lieux adaptés (salle de repos, salle de relaxation...).
- Aide individualisée doit être intégrée aux temps scolaires.

Concertation

- Nécessité d'une large concertation, consultation, négociation et implication des différents partenaires éducatifs : mise en place d'une stratégie de maillage des projets d'école avec les projets éducatifs dans le cadre du PEL.
- Mettre en place des comités de pilotage se réunissant de façon régulière.

Ressources humaines

- Nécessaire valorisation des personnels et de leurs compétences, avec mise en place de formations et de qualifications.
- Mettre en place une dynamique interne d'échanges et de partages des valeurs communes, en libérant les temps nécessaires au travail en équipe et de concertation.
- Refus de la polyvalence « à tout va », qui serait en opposition avec la reconnaissance d'une certaine expertise.
- Mise en place d'un référent administrativo-juridique et pédagogique de l'ensemble des temps : statut du directeur d'école ou responsabilité de la commune ? ou encore mise en place d'un binôme commune/Éducation nationale ?

Impact financier de la réorganisation de la semaine ou de l'année scolaire

L'augmentation des activités péri et extrascolaires et l'augmentation prévisible des charges de personnel (recrutement et/ou augmentation des

temps de travail) auront des conséquences sur les budgets des communes. Avec une augmentation des budgets consacrés à ces activités, les communes seront contraintes de trouver des financements complémentaires.

- Les financements publics :
 - solliciter les dispositifs existants : CUCS, PRE, CLAS, CEJ, CEL... ;
 - demander à l'État de stabiliser ses financements : les dispositifs contractuels ont une durée limitée (3, 4 ou 5 ans) et leur pérennité n'est pas assurée. De même, en cours de contrat, il faudrait pouvoir négocier des avenants si la situation de départ évoluer ;
 - intégrer la pause méridienne dans le contrat enfance jeunesse (CEJ) de la CAF. Attention toutefois, ceci suppose l'application des normes J&S qui sont contraignantes (un adulte pour dix ou quatorze enfants, selon l'âge des enfants).
- Rechercher d'autres financements : pourquoi pas des financements privés (mécénat, sponsoring) ?
- Le recours à l'emprunt : cette possibilité ne vaut que pour les dépenses d'investissement (aménagement ou mise aux normes de bâtiments).
- La participation des familles : il peut être envisagé de faire participer davantage les familles (modulation des tarifs en fonction des ressources ou tarif unique).

Les consensus généraux

- Partage des conclusions des différents rapports sur les rythmes de ces dernières années (voir liste en annexe), en ce qu'ils caractérisent le système français.
- Demande d'une impulsion nationale argumentée, courageuse, claire et s'inscrivant dans la durée.
- Place de l'enfant au centre de la réforme et du projet de société concernant l'enfant, l'éducation et la scolarité.
- Respect des territoires, et en particulier leur légitimité à faire vivre les projets éducatifs locaux.
- Mise en place d'une dotation et/ou péréquation nationale pour faire face aux dépenses nouvelles pour les communes.
- Primauté du service public, de sa défense et de sa transformation.
- Pas de sacrifice du monde rural.
- Évolution de la gouvernance de l'école.
- Importance de la formation et de la qualification des personnels avec une reconnaissance de la qualité « d'expert » de l'ensemble des intervenants des temps de l'enfant.
- École lieu de vie ouvert sur son quartier.

La formation des cadres de l'action éducative des communes

La formation des cadres de l'action éducative des communes est à l'origine de la création de l'ANDEV.

Les relations entre notre réseau de professionnels et le CNFPT, visant à la production d'une offre de formation adaptée, n'a cessé, depuis, de constituer un axe majeur de notre activité, au même titre que la définition des métiers ou que l'observatoire des politiques éducatives innovantes.

Ces derniers mois, des partenariats anciens et bien établis se sont poursuivis, et de nouvelles perspectives se sont ouvertes.

On peut noter pour la période qui vient de s'écouler, notamment :

- avec les **délégations des Petite et Grande Couronnes parisiennes** (Cécile Boivin, Bruno Gastal, Stéfán Lambion)
 - Depuis plus de dix ans les membres du réseau régional Ile-de-France de l'ANDEV participent à la conception et à l'encadrement de nombreux stages inscrits au catalogue des formations de ces délégations. Après Philippe Séférián, c'est maintenant Martine Bezzina qui pilote ce dossier. On peut citer :
 - Stage « Environnement juridique d'un service éducation » à Pantin, du 5 au 8 avril 2011. Participation (entre autres) de Martine Bezzina, Marie-José Torréro et Alain Bocquet ;
 - Stage « Rôle et place du service scolaire » à Paris, du 17 au 21 octobre 2011. Participation de Martine Bezzina, Abdelouahab Zahri, Jean-Luc Villin, Marie-José Torréro et Alain Bocquet.
 - La rencontre territoriale de la Grande Couronne, le 1^{er} décembre 2011, à Montigny le Bretonneux (78) avec François Deluga, Jacques Ferstenbert, Bruno Gastal et Stéfána Lambion vient d'être reportée. La participation de l'ANDEV avait été sollicitée.
 - La journée d'actualité « L'aménagement du calendrier scolaire, périscolaire et familial : enjeux et mise en œuvre », le 7 novembre 2011 à Guyancourt, a réuni près de 150 participants. Constituant la 37^e rencontre du réseau régional Ile-de-France/Normandie, elle marque autant la vitalité de ce réseau que celle du partenariat avec le CNFPT. Ont participé à la conception et à l'animation de la journée, entre autres, Marie-José Torréro,

Arnaud Wauquier, Philippe Séférián, Rozenn Merrien, Didier Landy,...

- Avec la **délégation CNFPT de Lyon**.
Le 9 novembre 2011, Bernard Meyrand, Arnaud Chiomento et d'autres membres du réseau régional Rhône-Alpes de l'ANDEV, ont animé une journée (rendez-vous territorial) sur la pause méridienne.
- Avec la **délégation régionale Pays de Loire** du CNFPT.
 - Le 1^{er} février 2012, à la Roche-sur-Yon, Rémi Prieur copilote une journée sur « Le langage à l'école maternelle : un enjeu partagé au cœur de la collaboration enseignant/Atsem ». (NB : Anne-Sophie Benoit met en place la même formation en partenariat avec le CNFPT et l'Éducation nationale dans sa commune de Dunkerque.)
 - Depuis ce mois de novembre 2011, Nicolas Debucquet a mis en place au niveau du réseau régional qu'il anime et en collaboration avec le CNFPT (Emmanuel Cartoux) un groupe de travail qui se propose d'analyser l'offre de formation existante, de faire émerger les besoins de nos collègues en poste dans les territoires et d'initier des journées/rencontres sur les thèmes choisis conjointement par nos membres et le CNFPT.
- Avec la **délégation régionale Champagne-Ardenne** du CNFPT (Bruno Petit), Ornella Del Giudice a construit au fil des années l'un des partenariats les plus solides au titre duquel plusieurs journées et séminaires ont conjointement été organisés.
 - Ainsi les 12 et 13 mai 2011, se sont retrouvés à Reims de nombreux collègues autour de la question des rythmes des enfants, au moment où la Conférence nationale rendait ses conclusions.
 - Le 29 et 30 mars 2012, est déjà programmée une nouvelle rencontre, autour de la question de la souffrance des enfants face au fonctionnement des institutions et temps éducatifs.
- Avec l'**INSET de Nancy** (Anne Aba-Péréa)
 - Cet INSET accueille le pôle « éducation » du CNFPT. Nous sommes donc conduits à renforcer nos relations avec lui. Par ailleurs le réseau Est de l'ANDEV participe, comme en Ile-de-France, à la conception et à la réalisation d'une offre de

formation pour nos collègues directeurs des services de l'éducation des villes. Sur ces deux axes, citons :

- Stages « Environnement juridique d'un service éducation », du 7 au 9 novembre 2011 et du 6 au 8 février 2012. Participation d'Ornella Del Giudice, Alain Bocquet et Philippe Séférian.
 - Séminaire « Education : une politique partagée pour l'égalité des chances ? », les 9 et 10 février 2012.
 - Atelier RESP « Santé globale des enfants et des adolescents : cohérence entre politiques de santé et actions éducatives », les 12 au 14 novembre 2012. (A noter la participation au groupe de préparation de ces journées de l'association d'élus ESPT « Association nationale des villes pour le développement de la santé publique : Elus, Santé Publique et Territoires », avec laquelle nous avons coopéré le 7 novembre dernier au Havre).
- Avec l'INSET d'Angers
- Journée d'actualité envisagée en 2012 sur les rythmes. Pour l'ANDEV : Nicolas Debucquet devrait être à la manœuvre.
- Avec l'INSET d'Angers et l'ESEN de Poitiers,
- **Stages directeurs/IEN**, dans le cadre du RESP, en « collaboration » avec l'ESEN de Poitiers Martine Caillat-Drouin, Dominique Terrien (IA Orléans). Pour l'ANDEV : Alain Bocquet.
 - Angers I, du 2 au 4 février 2011. Ce premier stage a largement été facilité par l'ANDEV qui a détaché sur place la crème de sa commission permanente, présidente comprise ; ces stagiaires « de luxe » emmenant par ailleurs avec eux un nombre significatif d'IEN, ce qui a permis une quasi parité dans cette première promotion.
 - Angers II, du 3 au 5 octobre 2011. Ce deuxième stage a permis de valider la maquette de la formation ; les stagiaires étaient plus « anonymes » que la première fois ; la parité était presque au rendez-vous.
 - Angers I bis, le 11 janvier 2012, la promotion Angers I se retrouve à l'INSET, pour faire le point, un an après, sur l'évolution des pratiques des stagiaires. En particulier un groupe constitué en Ile-de-France de directeurs membres de l'ANDEV (Arnaud Wauquier, Pierre Chartier et Marie Galès) et d'IEN (Emmanuelle Piévic, Isabelle Souron et

Martine Aussibel) qui avaient participé au stage, présenteront le travail commun qu'ils ont réalisé sur la question du socle et de l'articulation entre les temps scolaires et périscolaires.

- Angers III, du 3 au 5 octobre 2012. Ce troisième stage piloté par l'INSET de Nancy (Anne Aba-Pérea) devrait se dérouler à Paris, au nouveau siège national du CNFPT, rue de Reuilly. Il devrait permettre de caler définitivement la maquette et les conditions de réalisation, l'objectif étant ensuite de multiplier les sessions dans les régions, grâce au partenariat entre les réseaux régionaux de l'ANDEV, les délégations et instituts du CNFPT et les IA.

- Avec l'ESEN de Poitiers.

Le 6 octobre 2011, Alain Bocquet a contribué à éclairer les cadres supérieurs des rectorats sur les enjeux et conditions du partenariat entre les acteurs locaux de l'éducation nationale et les territoires, dans le domaine du pilotage des politiques éducatives, sociales, de santé et de prévention. (Séminaire « Climat scolaire et bien-être à l'école »)

Il faut noter par ailleurs le travail de partenariat avec les associations d'élus :

- dans le Nord Pas de Calais, Anne Sophie Benoit ;
- dans les Hauts de Seine, Arnaud Wauquier (collectif des maires adjoints du Département ; projet « Obsertice » avec l'association des maires du 92 et l'IA ;
- dans les Bouches du Rhône, Chantal Blandel (journées de formation pour les élus à la demande de l'association des maires ATD 13).

Et, en perspective, une coopération envisagée et souhaitée avec et par la FCPE, en direction et avec les responsables des conseils de parents d'élèves.

Enfin, notons la collaboration avec des éditions :

- AVS
- WEKA
- SCEREN

Et pour finir la nécessaire mobilisation qu'il nous faudra engager pour que le second degré ne soit pas oublié.

Par Alain BOCQUET

La formation d'élus

L'ANDEV est partenaire de l'Agence technique départementale 13 (Alpes-Maritimes) pour la formation des élus locaux. Depuis 2 ans, l'ANDEV participe avec l'ATD13 à la mission de formation des élus locaux. C'est à partir des observations sur le quotidien et les préoccupations des communes, qu'un plan de formation est proposé aux élus des collectivités adhérentes département. Les enjeux sont d'apporter un savoir au service de l'action locale, de transmettre l'expérience de professionnels et de répondre aux besoins et attentes formulés. L'ATD13 a créé un large réseau de partenaires institutionnels : Union des maires, conseil général, services de l'État, CNFPT, CDG, IEP, ANDEV, CAUE BDR Tourisme, ADIL... C'est dans ce sens que l'ANDEV est intervenue en 2010 sur le thème « La commune, l'école, l'éducation » en binôme avec un avocat spécialisé en droit public.

■ Objectif annoncé

Depuis les lois de décentralisation I et II, les collectivités locales ont vu leur rôle considérablement renforcé vis-à-vis de l'école. Responsable aussi bien de la construction, de l'équipement, du fonctionnement des écoles primaires que de l'organisation des politiques éducatives sur son territoire, la commune joue aujourd'hui un rôle prépondérant, mais qui s'avère complexe. L'objectif principal est d'apporter un éclairage juridique et pratique sur le rôle de la commune dans la gestion quotidienne des écoles et des politiques éducatives à partir d'exemples concrets.

■ Contenu

- Les relations juridiques entre l'école et la commune : obligations et responsabilités : Une compétence historique partagée, le rôle de la commune dans le fonctionnement des écoles : prérogatives et obligations, la mise à disposition de moyens matériels et humains, le maire et l'obligation scolaire, écoles publiques et écoles privées, la carte scolaire, le service minimum d'accueil
- Les interventions communales dans le champ éducatif : les politiques éducatives ; dispositifs conventionnels et opérationnels, le projet de la collectivité, l'organisation du temps scolaire.

En 2011, l'ATD13 et l'ANDEV ont proposé une journée de formation intitulée « Éducation et Jeunesse dans la commune » avec la Caisse d'allocations familiales et l'association Familles rurales.

■ Objectif annoncé

Il s'agit d'accompagner les élus dans leur réflexion

sur les stratégies, pourquoi pas innovantes, à adopter en faveur de l'éducation et de la jeunesse dans leur collectivité. Quelles valeurs éducatives poursuivent-ils pour leurs publics ? Quels choix politiques prendre ? Quels moyens pour atteindre une véritable réussite ? Dans un contexte territorial en mutation, les actions actuelles nécessitent-elles d'être réorganisées ? Le projet à venir est-il pertinent et prend-il en compte la réalité du territoire ?

■ Le projet éducatif local

- Un projet éducatif local pour la collectivité : une dynamique collective du territoire et durable de l'éducation : le contexte national, quels sont les enjeux de la réussite ? Comment appréhender la construction du PEL : ambition et évolution, démarche et méthodologie du projet ?
- Un partenaire identifié : la Caisse d'allocations familiales : outils, dispositifs, moyens et partenariat, quelle articulation orchestrer ?
- Quels accueils de loisirs enfants et jeunes dans le contexte des rythmes de vie en devenir ?
- Un cas concret :
 - la démarche de PEL de la ville d'Aubagne ;
 - les accueils de jeunes par l'association Familles rurales : dispositifs ALSH et périscolaires, la professionnalisation de l'accueil, les différents modes de gestion.

Ces formations s'adressent tout particulièrement à des communes de strate moyenne et aussi rurales ayant souvent des demandes spécifiques qu'elles peuvent partager avec d'autres territoires.

L'intérêt de cette formation est d'échanger entre professionnels et élus sur des préoccupations communes relatives à l'éducation, comprendre et comment construire ensemble la réussite et les situations d'accueil de tous les enfants et jeunes sur un territoire, dans une démarche d'accompagnement et d'ouverture dans des choix politiques pertinents.

L'Agence technique départementale 13 est un établissement public administratif créé en 2003 à l'initiative du conseil général avec le soutien de l'Union des maires, qui répond à une mission de service public. Elle assure, d'une part, une mission d'assistance juridique, technique et financière auprès des collectivités locales et, d'autre part, la formation des élus locaux.

Par Chantal BLANDEL.

DGA, ville de Vitrolles,

Secrétaire nationale de l'ANDEV,

Référente du réseau régional « Sud-Méditerranée » de l'ANDEV

Un premier trimestre sous le signe de la crispation.

Publiée au *Bulletin officiel* du 18 mars dernier, la circulaire de rentrée 2011 se dit inscrite « dans la continuité des réformes engagées ». Elle offre quelques rares nouveautés : une incitation à modifier le temps scolaire en primaire sur neuf demi-journées, un meilleur suivi des décisions, un meilleur suivi également des décrocheurs, la généralisation à tous les collèges d'un livret numérique personnel de compétences, la généralisation de l'utilisation du cahier de textes électroniques et, au lycée, la mise en place des groupes de compétences en langue.

Pour le ministère, « L'École met en œuvre les principes de la devise républicaine : *Liberté, Égalité, Fraternité*. À cette fin, les politiques éducatives menées en France visent à donner à chaque élève les moyens de la réussite au service d'une société juste », la circulaire de rentrée aborde 5 thèmes :

- maîtriser les fondamentaux et ancrer l'éducation artistique et culturelle ;
- personnaliser les parcours scolaires ;
- responsabiliser les équipes et les élèves à tous les niveaux ;
- accélérer le développement du numérique à l'école ;
- renforcer la politique de santé et la pratique du sport.

Indiscutablement, cette rentrée a été placée avant tout sous l'angle de la polémique à propos des moyens. Pour bien enfoncer le clou, des classes à 42 ont été évoquées, sans qu'on précise bien dans quel niveau. Au contraire, pour d'autres, 860 000 enseignants étaient fins prêts à accueillir à 12,1 millions d'élèves, ce qui représente un rapport, le fameux P/E, de 14,6.

La moyenne d'enfants par classe est de 22,6, plus élevée que dans d'autres pays d'Europe, dans les 48 500 écoles publiques de métropole. Ce débat va probablement se poursuivre, selon l'INSEE la France connaît un véritable baby-boom, 832 799 bébés sont nés en 2010, c'est plus qu'en 2006, qui était déjà une année record parmi ces trente dernières années.

Le ministère évoque quatre avancées majeures :

- le déploiement du plan pour prévenir l'illettrisme et susciter le goût de la lecture ;
- l'extension du livret personnel de compétences, à l'école comme au collège ;
- la validation des sept compétences du socle commun, exigée pour l'obtention du diplôme national du brevet (DNB) ;
- la progression des résultats aux évaluations nationales.

Les refus des évaluations, les « désobéisseurs » ont fait les gros titres pendant l'année scolaire précédente, l'ANDEV ne peut qu'espérer une négociation pour que cette année scolaire soit plus sereine, au bénéfice de nos écoliers. De même, la question des directions d'école reste posée, même si des avancées ont eu lieu et que la plupart des écoles bénéficient d'une aide, hormis les écoles de moins de quatre classes.

À la rentrée 2011, 214 600 jeunes en situation de handicap ont été scolarisés en milieu ordinaire, soit 13 000 de plus qu'en 2010 et 60 % de plus qu'en 2004-2005.

La question reste toutefois de connaître la qualité de l'enseignement dispensé, et de se préoccuper des élèves en très grandes difficultés, qui seraient environ 10 %.

Carte scolaire

À qui profite la déréglementation ? Une enquête menée auprès d'un quart des établissements scolaires par le SNPDEN (Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale) donne une réponse sans ambiguïté : « l'assouplissement », puis la disparition de la carte scolaire ont non seulement aggravé la situation des établissements des ZEP, mais aussi déstabilisé les établissements des villes moyennes par le changement de leur public traditionnel.

En effet, la possibilité de choisir devait favoriser le mélange des publics scolaires et sociaux ; en réalité, on observe l'effet inverse : les élèves de même niveau et de même milieu ont tendance à se rassembler dans les mêmes établissements. Les établissements négligés en raison de préjugés défavorables se retrouvent ainsi réellement affaiblis.

Cette question est en débat depuis bien longtemps à l'ANDEV. L'ancienne carte scolaire avait montré ses limites. Elle n'avait pas réussi à lutter contre la ghettoïsation. Mais, inversement, les pays qui pratiquaient la liberté de choix totale (la Belgique, l'Angleterre) sont en train d'instaurer des règles. Nathalie MONS, invitée au congrès de Tours de l'ANDEV affirme qu'il existe deux grandes voies de réforme de la sectorisation classique. Dans un premier cas, « le libre choix total » : les familles choisissent l'école de leurs enfants et les établissements sélectionnent les élèves qu'ils souhaitent recruter. Il n'y a pas de médiateur entre les parents et le chef d'établissement qui, lorsqu'il est à la tête d'un établissement prestigieux, s'avère être le décideur final... La carte

scolaire peut également être réformée selon une seconde logique [...] qualifiée de « libre choix régulé ». Si le choix des parents s'impose comme la règle de base de l'organisation, les inscriptions sont cependant régulées en aval par les autorités locales en charge de l'affectation des élèves.

Les rythmes scolaires

Hormis l'injonction de réorganiser la semaine de préférence en neuf demi-journées, rien de nouveau sur cet aspect.

Comme déjà affirmé lors de la concertation de l'hiver dernier, l'ANDEV regrette que les pistes de travail esquissées suite à la consultation n'aient pas été examinées dans leur totalité, du moins les plus novatrices. Elle pense notamment à la nomination d'un personnel sumuméraire au sein de l'école qui pourrait faciliter le lien entre les différents acteurs éducatifs et rompre avec la fragmentation des temps.

Cette piste avait été évoquée dans le cadre de la réflexion sur le statut du directeur d'école et sur la mise en place d'établissements publics d'éducation primaire (EPEP). Ce personnel, bien évidemment Éducation nationale, aurait été d'autant plus nécessaire qu'il aurait facilité le passage école/collège dans le cadre du socle commun. Il est, par ailleurs, le seul à pouvoir faire bouger les lignes par rapport à la pédagogie, et notamment sur la nécessaire évolution d'un travail en cycles qui, s'il est possible, n'a jamais été mis en œuvre. Cette création contribuerait à envisager de nouvelles logiques pour la réussite des enfants et l'égalité des chances.

L'ANDEV se questionne parallèlement sur les 2 heures d'accompagnement éducatif obligatoire, qui devront faire l'objet d'une concertation avec les collectivités locales, annonçant le spectre d'un financement par ces dernières et donc, une fois encore, d'un désengagement de l'État.

L'ANDEV se félicite d'une certaine reconnaissance du savoir-faire des collectivités locales, à travers la proposition du comité de renouveler un partenariat éducatif qui pourrait se concrétiser dans la mise en place de procédures de contractualisation type CEL, dans lesquels s'inscrivent d'ores et déjà les villes, à travers leur projet éducatif local (PEL). L'ANDEV rappelle qu'elle prône l'inscription dans la loi des principes d'élaboration et de mise en œuvre du PEL pour toutes les communes qui en font le choix. Le PEL, qui réunit l'ensemble des partenaires de l'école autour d'objectifs partagés, doit permettre, voire faciliter, la mise en place des différentes mesures préconisées, en prenant en compte les compétences de chacun et en coordonnant les actions menées. Ce sont les premiers pas d'une reconnaissance de l'État qu'il peut exister un espace local, éducatif, partena-

rial à qui on peut donner du sens, mais surtout être porteur d'avenir et d'intégration sociale.

L'échéance 2013 pour la mise en œuvre de la réforme globale nous semble particulièrement tardive au regard des futures échéances électorales et dans un contexte éducatif difficile. Les enfants les plus en difficultés attendront donc encore, après 20 ans de discussions non abouties !

L'ANDEV reste vigilante sur les modalités de mise en œuvre et sur la concertation annoncée avec les collectivités locales, sachant qu'il faudra envisager des dotations financières de l'État selon les principes de la décentralisation. À tout transfert de charge doit correspondre un transfert de ressources.

Privé/public, même combat ?

En avril, l'enseignement catholique avait lancé un « avertissement solennel » à l'État et dénoncé une situation « inconcevable », avec un millier d'écoles menacées par les suppressions de postes.

La préparation de cette rentrée 2011 a été tendue, car il fallut assumer le rôle d'arbitre et multiplier les redéploiements d'une école à l'autre pour préserver le tissu des établissements catholiques, en milieu rural notamment. La rentrée a été plutôt sereine et positive en termes d'effectifs : la hausse enregistrée depuis 4 ans se confirme, avec 6500 élèves en 2010, et probablement au moins autant cette année. Le corollaire, c'est qu'il faut rejeter des dizaines de milliers de demandes d'inscription. Comment « amortir » les suppressions de postes qui s'annoncent en 2012 ?

Les responsables de l'école privée ne contestent pas l'effort à fournir pour assainir les finances publiques, mais affirment ne pouvoir rendre des postes en 2012 – entre 1300 et 1400 – que si cela s'accompagne de mesures compensatoires. Réduire d'une heure le temps d'enseignement dans tous les collèges et lycées permettrait d'économiser jusqu'à 15000 postes. Et même lorsqu'on aura allégé d'une heure l'emploi du temps des collégiens, la durée d'enseignement en France restera encore au-dessus de la moyenne européenne ! L'annonce du gel du nombre de classes en primaire l'an prochain et la décision de ramener les coupes de 16000 à 14000 sont des éléments de nature à rassurer. Ce qui est attendu, c'est que l'éducation soit au centre de la campagne présidentielle.

Cours le matin, sport l'après-midi

Le dispositif « Cours le matin, sport l'après-midi » est expérimenté dans 124 établissements depuis la rentrée 2010. Le ministre a annoncé la décision d'en doubler le nombre à la rentrée 2011. Or, aucune évaluation concrète et fiable n'a été publiée avant de décider de

renforcer cette expérience, en doublant le nombre d'établissements désormais concernés.

Des syndicats enseignants s'opposent à ce choix, guidé davantage, pensent-ils, « par des préoccupations médiatiques que par un réel souci de développement de l'EPS ». Le SE-Unsa affirme que seulement 41 % des horaires consacrés à cette expérimentation sont assurés par des professeurs d'EPS, le restant l'étant par des intervenants extérieurs ! Il craint que cette expérience ne fragilise le statut des enseignants d'EPS. Par ailleurs, pour le SNES et le SNEP, cette expérimentation crée une confusion entre activités sportives et EPS, entre activités artistiques ou culturelles et enseignements artistiques. Elle constitue en outre une étape supplémentaire dans la partition entre enseignements jugés « fondamentaux » et enseignements considérés comme « accessoires », ce qui pourrait rapidement aboutir à une mise en cause de l'EPS et des enseignements artistiques comme disciplines d'enseignement à part entière.

L'ANDEV constate que « la poursuite de cette expérimentation fait état d'un certain désordre » et estime que « les objectifs affichés manquaient de clarification ». Le dispositif vise-t-il à favoriser la réussite scolaire ? À démocratiser le sport ? À réduire la violence scolaire ?

Les propositions de l'ANDEV sont de :

- mener une réflexion sur l'éducation physique et sportive à l'école, vecteur de valorisation d'autres compétences pour les enfants en difficulté, dans l'approche du savoir être et de la confiance en soi ;
- rompre avec une réflexion morcelée et unilatérale une fois encore, et de se diriger vers une réflexion globale avec les collectivités locales, dans le cadre d'un projet éducatif de territoire, qui dépasse le projet éducatif local pour devenir un vrai projet de société.

Place des TIC

Pour Daniel MOATTI, universitaire, lors d'un entretien avec François JARRAUD (Le café pédagogique) : les mutations sont de deux ordres et ont toutes des répercussions profondes sur notre société et sur l'éducation. Tout d'abord, les mutations économiques, sociologiques et ethniques qui touchent l'école. La société développe une instabilité économique qui ébranle les familles et, par conséquent, le système scolaire qui doit faire face à des élèves de plus en plus marqués par les soucis parentaux et par la prégnance des images violentes sur les écrans. Comment apprendre dans de telles conditions ? Qu'est-il prévu pour recevoir et intégrer les enfants de l'immigration ? Que fait-on pour des adolescents issus de familles où la parole a plus de place que l'écrit ? Quelle analyse est faite de l'importance des médias du pays d'origine et des retours réguliers au pays des

parents sur les enfants scolarisés en France ? Face à ces questions sans véritables réponses, la technologie ne me semble pas prioritaire.

La seconde mutation est d'ordre technique puisque cette dernière, par le biais des technologies de l'information et de la communication, pénètre dans tous les espaces de notre société. Cette évolution touche en premier les écoliers, les collégiens et les lycéens. Aux 30 heures hebdomadaires passées devant les enseignants – approximativement selon le cycle, il faut opposer les 60 heures par semaine devant les écrans télévisés, numériques, de consoles de jeux et des téléphones portables. Les médias ont plus d'importance dans la vie des enfants et des adolescents que l'école.

Le système scolaire est lui-même victime de sa propre fascination médiatique et les parents sont, pour beaucoup, aux abonnés absents puisque la répétition à satiété que la télévision et les ordinateurs diffusent la culture gratuitement agit comme un puissant anesthésiant. Ce qui explique pourquoi les deux tiers des enfants ont une télévision dans leur chambre et 50 % d'entre eux un ordinateur connecté.

Les outils électroniques et informatiques que peuvent consulter les familles (livret de compétence, cahier de texte électronique) sont-ils vraiment utilisables par tous, quand bien même le raccordement au numérique progresse, que ce soit par lignes fixes ou par téléphones mobiles (3G) ?

Le périscolaire

Quelques jours après la rentrée, la FCPE a mis sur le devant de la scène la question de l'accueil de tous à la restauration scolaire, la cantine, en dénonçant les cas où des enfants de chômeurs n'étaient pas accueillis à discrétion. Conception paternaliste (les parents qui ne travaillant pas peuvent faire manger leurs enfants, solution pragmatique), faute de satisfaire toutes les demandes, une priorité est donnée aux enfants dont les parents ont une occupation professionnelle, inquiétudes économiques ; le coût du périscolaire explose, les contraintes budgétaires ne le permettent plus, les problématiques étaient diverses et parfois mixtes.

Ce service public non obligatoire a fait les gros titres de la presse pour cette rentrée.

Et la publication, le 3 octobre, d'un décret et de la circulaire d'application sur la qualité des repas augmente encore les contraintes, aussi légitimes soient-elles, qui pèsent sur les organisateurs des services.

Les auxiliaires à l'école

Que ce soit sous l'angle des auxiliaires de vie favorisant, ou tout simplement permettant, aux enfants et

aux jeunes handicapés de fréquenter l'école, ou des divers contrats aidés qui ont trouvé au fil des années leur place dans les écoles, la présence de ce personnel supplémentaire, oh combien précaire, reste une question d'actualité.

Selon le SNUipp, il y aura, pour cette année scolaire, 48 300 contrats uniques d'insertion dans les écoles et 14 400 dans les collèges. En matière d'accompagnement, le recrutement de 2 000 auxiliaires de vie scolaire (AVS) est en cours, « mieux formés et mieux payés », dit le Gouvernement. En outre, des contrats aidés supplémentaires ont été mobilisés à la rentrée : 28 000 prévus, dont 22 500 déjà en fonction. L'effort financier total consacré à l'accompagnement des enfants handicapés devrait atteindre 200 millions d'euros d'ici 2013, soit une hausse de 40 % par rapport à 2010.

De nombreuses écoles ne connaissaient pas encore, lors de la rentrée, les personnels supplémentaires qui seraient disponibles, ils peuvent être des AVS-i, chargés d'accompagner des enfants handicapés, ou des aides à la direction d'école.

Par ailleurs, des contrats de droit public, à durée déterminée (souvent deux fois trois ans), entraînent une précarité d'une catégorie de personnel.

Éducation prioritaire

La refonte de l'éducation prioritaire reste une pierre d'achoppement entre le ministère, les équipes de terrain, les collectivités locales et les associations de parents d'élèves. La disparition des RASED n'est pas étrangère à ces remous, évidemment.

Les collèges « ambition réussite » peuvent s'inscrire dans le programme Éclair (Écoles, collèges et lycées pour l'ambition et la réussite) dès cette rentrée (298 collèges et 25 lycées), avec deux nouveautés particulières : le chef d'établissement peut agir sur les nominations dans le collège et un « préfet des études » aura un rôle central pour l'accompagnement des élèves.

Rappelons que le programme Éclair, « nouvelle politique prioritaire nationale », a vocation à intervenir principalement dans les quartiers défavorisés des grandes agglomérations, en lien étroit avec la politique de la ville, dans le but d'obtenir des avancées décisives dans les résultats scolaires des élèves.

« Les dispositions du programme Éclair offrent des leviers intéressants pour accroître l'efficacité de l'éducation prioritaire. » L'extension du programme Éclair est l'occasion d'une refonte de l'éducation prioritaire. La plupart des collèges et des écoles en réseau « ambition réussite » intègrent à la rentrée 2011 le programme Éclair. Il n'y aura plus de RAR à la rentrée 2011. Les recteurs choisissent la façon dont ils accompagnent les écoles et les collèges « ambition réussite » qui ne deviennent pas Éclair.

« Chaque académie développe, en plus du programme national Éclair des politiques prioritaires académiques afin d'apporter des réponses aux autres problématiques éducatives de leurs territoires (zones rurales, zones périurbaines, zones maritimes, etc.). »

« L'autonomie renforcée des EPLE nécessite un accompagnement académique, car les équipes ne peuvent pas être laissées seules face à l'enjeu de faire progresser l'ensemble des élèves scolarisés dans les écoles et les établissements les plus difficiles [...] Le rôle des académies est déterminant. »

Formation des enseignants

Depuis 20 ans, la formation des instituteurs, des professeurs a été amplement modifiée. En 1991, les Écoles normales d'instituteurs deviennent des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres). En 2010, ceux-ci disparaissent et sont rattachés aux universités, en même temps qu'est créé un master « Métiers de l'enseignement » (intitulé variable suivant les universités) qui porte le concours de PE (professeur des écoles, anciens instituteurs) et PCL (professeurs certifiés de collège et lycée) à bac + 5.

La formation didactique et pédagogique était assurée par des formateurs, anciens instituteurs et professeurs du secondaire, impliqués dans la transmission de savoirs théoriques et détenteurs, de par leur expérience, d'un contenu pédagogique fort. Le plus souvent, les stages des étudiants en établissement scolaire étaient suivis par ces formateurs. Les échanges entre les étudiants et les formateurs étaient très intenses, chacun étant conscient de la valeur de cette transmission de savoirs.

Ces postes ont disparu définitivement, ils étaient encore 200 maîtres formateurs l'an dernier.

Jusqu'en 2010, les lauréats du concours avaient droit à une année de formation didactique et pédagogique à l'IUFM, associée à une prise en charge partielle de cours en établissement scolaire encadrés par un maître de stage pour la partie pratique.

Armés d'un bagage théorique élevé (master, voire thèse), ils se retrouvent, dès l'obtention du concours, propulsés à temps plein dans une classe sans d'autres connaissances pédagogiques et didactiques que le souvenir qu'ils ont de l'école en tant qu'élèves.

Un accueil de cinq jours doit être organisé avant la rentrée. La circulaire précise aussi qu'il faudra veiller à un accompagnement plus important le premier mois et particulièrement la première semaine. Elle préconise un système de binôme avec un titulaire remplaçant présent dans la classe quand le professeur stagiaire sera dans la classe du formateur, par exemple.

D'autre part, comme l'an dernier, chaque professeur stagiaire a droit, dans son année, à un tiers-temps de formation.

Rentrée scolaire dans l'enseignement agricole

Plus de 335 000 apprenants (élèves, étudiants, apprentis, stagiaires de la formation continue) sont accueillis dans près de 1 400 établissements publics et privés. Après une année 2007 marquée par la mobilisation des équipes et des apprenants contre les menaces de fermeture, la rentrée a été plutôt calme, malgré les inquiétudes qui demeurent.

Parmi les orientations affirmées par le ministère de l'Agriculture, on notera la teinte « développement durable » suite au Grenelle de l'environnement et la réorganisation des établissements de l'enseignement supérieur. Les diplômes poursuivent leur rénovation pour intégrer les nouvelles attentes de la société, qu'il s'agisse d'alimentation ou d'agriculture biologique, ou encore pour mettre en place les Bac pro en 3 ans.

L'année de l'enseignement agricole devrait être marquée par la publication du cinquième « Schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole technique ». Ce rapport insisterait sur la nécessité de réaffirmer l'identité de l'enseignement agricole quelque peu mise à mal depuis quelques années par les saignées budgétaires. Ainsi, l'innovation pédagogique, l'aspect professionnalisant des formations et l'autonomie des établissements devront être renforcés pour mieux répondre aux attentes de la société.

Conclusion

Le fossé se creuse entre les élèves qui réussissent et ceux qui ne tirent pas bénéfice du système scolaire. Les écoles basculent parfois en « école des quartiers », la mixité sociale devient une utopie. Nos politiques publiques doivent être évaluées – la LOLF (loi organique relative aux lois de finances), véritable « constitution financière de l'État » votée en 2001 est maintenant bien ancrée. Mais qui est légitime à décider de la position du curseur des crédits pour telle action ? En effet, malgré différents rapports montrant que notre École a encore de grands atouts, mais n'est pas toujours la meilleure, l'affrontement sur les moyens reste souvent la seule problématique quant à la politique éducative.

J'emprunte à un rapport de l'Inspection générale cette formulation des enjeux du pilotage :

« L'administration centrale doit veiller à éviter deux écueils, d'une part celui de la multiplication d'injonctions dominées par le court terme et présentant une cohérence d'ensemble trop souvent difficilement perceptible, d'autre part celui d'une absence de suivi et de régulation des pratiques académiques, propres à laisser se développer des disparités si fortes qu'elles portent atteinte aux exigences de cohérence éducative à l'échelon national. »

Par Patrice DAVID.

**Secrétaire national de l'ANDEV au développement du site Internet,
Chargé de missions, Ville de Montbéliard.**

L'école ne peut pas tout

Quand finira-t-on de considérer l'école comme un asile dont la mission serait d'abriter les problèmes de société ? se demande Valérie Prévost Paris sur leMonde.fr

De « la prison pour mineurs récidivistes » au collège, pourquoi le professeur ne serait-il pas ce « maton » idéal, capable de se substituer aux parents défaillants et à une société de plus en plus inégalitaire ? A oublier que l'enseignant s'adresse d'abord à une classe et ne peut à la fois enseigner collectivement et dans le même temps remédier individuellement ; dénaturer sa mission en se transformant en assistant social, oubliant le temps nécessaire à la préparation des cours et aux corrections de copie !

Mesdames et messieurs les politiques, avant de lancer une nouvelle réforme, au moment où les comparaisons européennes montrent que les professeurs, en France, sont payés à minima (33 % de moins que leurs voisins allemands, par exemple) et que leurs salaires sont gelés pour la deuxième année consécutive, il ne faudrait pas

avoir le verbe plus haut que ses ressources financières et avoir la modestie de ne pas reporter sur l'école des problèmes qui n'ont vraiment rien de scolaire.

Certes apprendre à « vivre ensemble » est l'un des principaux objectifs d'une école maternelle qui offre à chaque enfant le cadre éducatif d'une collectivité structurée par des règles explicites et encadrée par des adultes responsables.

On doit aider l'enfant à identifier et comparer les attitudes adaptées aux activités scolaires, aux déplacements et aux situations collectives, au jeu avec quelques camarades ou pratiqué individuellement. Il faut le conduire à prendre conscience des repères sur lesquels il peut s'appuyer et des règles à respecter dans chaque cas, mais aussi des façons d'agir et de s'exprimer qui lui permettront de mieux vivre ces diverses situations.

Mais l'école n'a plus, et de loin, le monopole de l'éducation des enfants et des jeunes. Une place pour la famille doit être préservée, et cette famille doit accepter de jouer tout son rôle.

Un lieu passerelle à Saint-Nazaire (44)

« À petits pas vers l'école »

Bref retour sur l'origine et la philosophie du dispositif

En 1990, un appel à projet est lancé à l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations, la Fondation de France et le Fond d'action sociale pour les travailleurs immigrés (FAS). Il vise la création de lieux d'accueil innovants pour les enfants de moins de 6 ans des quartiers d'habitat social.

Quatre projets portent spécifiquement sur l'idée d'une passerelle vers l'école pour les enfants de 2 à 3 ans : les « lieux passerelle » sont nés.

La philosophie des professionnels impliqués dans ces dispositifs est d'instaurer un lien nouveau avec les familles fragiles des quartiers d'habitat social car, d'une part, elles sont éloignées des structures de la petite enfance et, d'autre part, l'école a fort à faire pour ne pas laisser leurs enfants au bord du chemin dès le plus jeune âge.

L'idée de passerelle est donc bien à entendre au sens de médiation voulue par ces pionniers professionnels de la petite enfance.

Lieu passerelle et programme de réussite éducative (PRE) à Saint-Nazaire

Après avoir fonctionné sept ans dans une école de ZEP de la ville, le lieu passerelle a été intégré au programme de réussite éducative.

L'objectif de ce rapprochement est simple : permettre au dispositif de se déployer sur d'autres écoles, cibler les familles qui en ont le plus besoin, éviter de n'être qu'un outil d'ajustement des mesures de cartes scolaires, et enfin, s'appuyer sur un diagnostic partagé des partenaires du programme de réussite éducative.

Chaque année, l'ensemble des partenaires (Éducation nationale, conseil général, ville notamment) sont réunis à l'initiative du PRE et du service petite enfance de la ville. Sur la base du diagnostic partagé de chaque quartier de la zone d'éducation prioritaire, la décision est prise de proposer l'ouverture d'un lieu passerelle dans telle ou telle école.

Les critères retenus pour établir le diagnostic concernent les publics visés :

- foyers monoparentaux ;
- relation fusionnelle mère/enfant ;

- enfants ayant peu ou pas bénéficié d'un accueil en collectivité ;
- enfants ayant un environnement social et éducatif fragilisé ;
- famille pouvant avoir une relation difficile avec l'école.

Il s'agit donc bien, pour la ville, d'optimiser ce dispositif en mobilisant les acteurs sociaux et éducatifs (PMI, enseignants, maisons de quartiers, structures de la petite enfance) dans le repérage des enfants et familles.

Le rôle du PRE :

- il coordonne le projet, et anime les relations et la coopération entre partenaires ;
- il reste garant des objectifs et modalités de mise en œuvre ;
- il peut être sollicité pour un accompagnement en amont auprès des familles repérées afin de faciliter et lever les freins éventuels à une participation au lieu passerelle ;
- il peut également proposer des prolongements au-delà du lieu passerelle, dans le cadre d'accompagnements personnalisés et individuels.

L'organisation du lieu passerelle en quelques mots

Le lieu passerelle fonctionne par sessions de huit semaines, de septembre à fin octobre (vacances de la Toussaint) ou de novembre à fin décembre (vacances de Noël).

Les enfants (au nombre de six maximum) et les parents sont accueillis une matinée par semaine par une éducatrice de jeunes enfants et l'ATSEM de la classe de toute petite section, remplacée dans sa classe pendant les séances.

Au fil des séances, enfants et parents sont progressivement accueillis dans la classe qui intégrera l'enfant à l'issue du lieu passerelle.

Les parents se créent alors des repères quant aux activités pratiquées par le groupe. Ils se rassurent sur la réalité du temps vécu par leur enfant dans la classe.

Les parents passent de moins en moins de temps avec leur enfant. Ils sont par contre accompagnés par l'éducatrice pour évoquer l'entrée à l'école à venir et les questions qui se posent à eux, leur rapport à l'école ou l'image qu'ils en ont.

À la fin de chaque séance, l'enseignant, l'éducatrice de jeunes enfants et l'ATSEM font un bilan qui leur permettra d'accompagner au mieux les enfants lors des séances suivantes.

Actuellement, le lieu passerelle se déroule sur quatre écoles de Saint-Nazaire à raison d'une session par école.

Ce sont donc au total 24 enfants et leur famille qui sont accueillis cette année pour avancer à petits pas vers l'école.

Au travers de cette organisation, il s'agit bien de permettre :

- à l'enfant et sa famille d'intégrer progressivement l'école dans les meilleures conditions ;
- à l'enfant de découvrir la vie scolaire : les activités, le rythme et les règles de vie ;
- de créer des repères humains et matériels pour les enfants et pour les parents ;
- aux parents d'être écoutés sur leur questionnement vis-à-vis de la scolarisation ;
- de rencontrer d'autres parents de l'école ;
- de faciliter la communication parent/enseignant.

Quatre acteurs essentiels au fonctionnement du dispositif

- Le service petite enfance, chargé du pilotage pédagogique, de l'animation des séances, pendant lesquelles les enfants sont placés sous la responsabilité de la ville.

- Le service éducation, qui met à disposition les locaux au sein des écoles maternelles, et une ATSEM.

- L'Éducation nationale, qui mobilise et informe ses personnels, qui inscrit les lieux passerelles dans les projets d'écoles, participe aux repérages des enfants et est très fortement impliquée dans le diagnostic en vue du choix des sites d'implantation.

- Le programme de réussite éducative, chargé de la coordination de l'ensemble.

Enfin, un comité de pilotage pluridisciplinaire a été constitué pour animer ce dispositif évolutif qui tient compte des problématiques sociales repérées. Il propose les ajustements éventuels et garantit une participation active de tous les acteurs concernés.

■ En conclusion

L'inscription des lieux passerelle dans les programmes de réussite éducative doit permettre et favoriser la médiation entre la famille, l'enfant et l'École. C'est le gage pour que les familles investissent différemment la scolarité et pour qu'une proposition plus individualisée puisse être proposée au-delà des huit semaines du lieu passerelle.

Contact :

Yannick DANIEL, coordinateur référent de parcours PRE

Tel : 02 44 73 43 00

Par Sophie PARLIER.

Directrice Enfance Éducation, ville de Saint-Nazaire



Agenda

■ Journée du refus de l'échec scolaire

L'ANDEV a été partenaire de la journée de l'échec scolaire programmée le 21 septembre 2011. Pour cette 4^e édition l'AFEV a souhaité s'intéresser plus spécifiquement à la pression autour de la réussite scolaire et ses répercussions dans la sphère familiale.

■ Journée d'étude à Tours

L'équipe de Tours, organisatrice du congrès 2010, a proposé une rencontre le 27 septembre 2011 autour du thème « Education et décentralisation : une nouvelle approche ».

■ AMF

L'AMF associe depuis de nombreuses années l'ANDEV à ses travaux. Le 18 octobre s'est réuni le groupe de travail « éducation » sur les rythmes scolaires et la carte scolaire, auquel était conviée l'Éducation nationale et le 25 octobre sur la restauration.

■ Colloque de l'AECSE

L'ANDEV était partenaire du colloque de l'AECSE (Association des Enseignants et Chercheurs en Sciences de l'Éducation) autour de la thématique « Crise et/en éducation Épreuves, controverses et

enjeux nouveaux » qui s'est tenu à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense les vendredi 28 et samedi 29 octobre 2011.

L'ANDEV est intervenue sur la dimension spécifique des collectivités territoriales et de l'identité professionnelle.

■ 11^e journée d'étude nationale ESPT (Élus, santé publique et territoires) le 7 novembre

Politiques de santé et programme de réussite éducative : des synergies à construire à l'échelle locale au Havre.

■ Rencontres PEL de Brest

L'ANDEV était partenaire de la 4^e édition des Rencontres nationales PEL de Brest qui s'est déroulée les 15 et 16 novembre 2011.

L'ANDEV a piloté les échanges sur le thème « Comment les projets d'éducation locaux intègrent le temps, les temps comme des éléments structurant d'un projet d'éducation ? »

■ Appel de Bobigny

L'ANDEV a participé activement aux travaux menés dans le cadre de l'Appel de Bobigny dont elle est signataire.

Un texte commun de propositions a été rendu public lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le mercredi 2 novembre 2011 à Paris.

La Communale

Édition de L'ANDEV

Ville de Dunkerque,
Direction de l'Enfance et de
la Jeunesse, Résidence des
3 Ponts, BP 6537,
59386 DUNKERQUE Cedex 1
Tél : 03 28 26 26 60

Directrice de la publication
Anne-Sophie Benoit

Rédaction
ANDEV, Résidence des
3 Ponts, 59386 DUNKERQUE

Comité de rédaction
Anne-Sophie Benoit,
Janine Bouvat,

Pierre Chartier,
Patrice David,
Odile Giresse

Maquette - Réalisation
Atelier graphique CNDP

Imprimerie du SCÉRÉN-CNDP
Téléport 1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal décembre 2011



Des rythmes de vie aux rythmes scolaires : Quelle histoire !

Par Claire Leconte



Stress, dépressions, anxiété, peurs de l'échec, mauvaise qualité de vie sont des préoccupations de plus en plus angoissantes pour de très nombreux enfants, adolescents et adultes. L'obésité et le sommeil sont devenus des enjeux de santé publique. En 2010, l'OCDE a fait un classement

des écoles en fonction de la qualité de vie dans les classes, la France y est 22e sur 25 ! Elle est de plus 2e dans le classement des élèves les plus stressés au monde après les Japonais. Et 70 % des adolescents sont en manque chronique de sommeil. Tous ces faits sont révélateurs d'une mauvaise gestion de nos rythmes de vie. Comment y remédier ? Le énième débat tel qu'installé par Luc Chatel en 2010 sur les rythmes scolaires pourra-t-il enfin apporter les réponses qui s'imposent ? À la lumière de nos expériences dans ce domaine, nous montrons qu'il ne suffit pas de changer des emplois du temps scolaire pour que tout rentre dans l'ordre, cela nécessite qu'une politique éducative ambitieuse soit mise en place, avec les moyens, y compris en personnels, nécessaires pour la pérenniser. Il faut de plus que tous les partenaires éducatifs, dont les parents, se sentent concernés et se mobilisent en conséquence, il faut surtout qu'on accepte de considérer l'enfant et ses besoins comme prioritaires dans les choix d'organisations temporelles à réaliser. Les données scientifiques réunies dans cet ouvrage peuvent aider à faire les bons choix, mais nous montrons qu'elles ne peuvent à elles seules suffire si une volonté politique affichée ne s'exprime pas comme telle. L'école est le socle d'une société, donnons-lui les pierres nécessaires à son édification.

Claire Leconte est professeur de psychologie de l'éducation à l'université de Lille-3, directrice du centre de formation des psychologues scolaires de Lille, présidente de la commission nationale des titres de psychologues pour étrangers, présidente de l'AEPU.

Éditeur : Presses Universitaires du Septentrion – Collection « Les savoirs mieux »
Date de publication : 27 mai 2011
218 pages ; Prix TTC : 15 €
ISBN-10 : 2-7574-0218-8

Le décrochage scolaire

Par Pierre-Yves Bernard



Qu'attend-on de l'école aujourd'hui ? Quel est le niveau d'étude minimal que chacun devrait avoir atteint à la sortie du système scolaire ? Comment y parvenir et éviter les ruptures précoces de scolarité ? Cet ouvrage propose une synthèse de travaux qui, partant de cette notion de décrochage, ont apporté

des éclairages nouveaux sur les problèmes scolaires. Ces recherches ont mis en valeur la complexité des facteurs de risque de décrochage. Elles ont notamment permis d'identifier des types de parcours favorisant la rupture scolaire. Elles ont aussi souligné l'incidence des interactions de l'élève avec l'institution scolaire, la famille, les professeurs, l'entourage et l'impact de l'échec scolaire précoce sur les risques de décrochages ultérieurs : autant de réflexions qui invitent à repenser l'orientation globale de la politique éducative.

Éditeur : PUF – Collection « Que sais-je ? »

Date de parution : 24 août 2011

128 pages ; Prix TTC : 9 €

ISBN-10 : 978-2-13-058441-4

7,91 € TTC et frais d'ouverture d'abonnement : 41,86 € TTC

L'action éducative en pratique



Dynamiser l'innovation éducative locale, organiser le travail des ATSEM dans les temps périscolaires, utiliser la sectorisation comme outil de mixité sociale scolaire, articuler projet d'école et projet éducatif local, choisir le bon mode de gestion pour l'entretien des locaux scolaires, garantir qualité et sécurité dans le service de restauration scolaire, s'engager dans un programme de réussite éducative, etc. : autant de sujets que L'Action éducative en pratique aborde de façon simple et opérationnelle. 150 fiches et outils pratiques, ce service documentaire apportera des réponses claires à chacune de vos interrogations :

- diriger un service municipal de l'éducation ;
- mettre en œuvre le projet éducatif local ;
- financer les actions éducatives.

Éditions WEKA

L'abonnement L'action éducative en pratique comprend :

1. Le guide de référence
2. L'accès au site Internet des abonnées

www.weka.fr

3. La lettre d'information hebdomadaire

Tarif : 320 € TTC pour un an, hors frais de port